

Rapport financier 2016 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Saguenay

Code géographique : 94068

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales
et Occupation
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier consolidé	S3
--	----

Section I - États financiers consolidés

Table des matières	S5
États financiers consolidés audités	S6 - S25
Renseignements consolidés non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements financiers non audités	S36 - S52

Section III - Données prévisionnelles pour l'exercice 2017

Table des matières	S54
Données prévisionnelles	S55 - S65

Autres renseignements sur l'organisme municipal	S67
---	-----

Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	S68
---	-----

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Christine Tremblay, CPA, CA, atteste la véracité du rapport financier consolidé
de Saguenay pour l'exercice terminé le 31 décembre 2016
(Nom de l'organisme)
et que les données prévisionnelles de l'exercice 2017 présentées dans la section III du rapport financier sont conformes
au budget de Saguenay pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2017,
(Nom de l'organisme)
adopté conformément à la loi qui régit l'organisme le 2016-12-05 .
(Date)

Signature _____ Date 2017-04-18

Section I - États financiers consolidés

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers consolidés audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	9
Variation des actifs financiers nets (de la dette nette) par organismes	10
Situation financière par organismes	11
Flux de trésorerie par organismes	12
Charges par objets par organismes	13
État consolidé des résultats	14
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	15
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	15
État consolidé de la situation financière	16
État consolidé des flux de trésorerie	17
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	18
Autres renseignements complémentaires consolidés	
Excédent (déficit) accumulé	19
Avantages sociaux futurs	20
Endettement total net à long terme	21
Renseignements consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	23
Analyse des charges consolidées	24

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la Ville de Saguenay et des organismes qui sont sous son contrôle, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2016, l'état consolidé des résultats, l'état consolidé de la variation de la dette nette et l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit assortie de réserves.

Fondements de l'opinion avec réserves

Paiements de transfert

La direction n'a pas comptabilisé à l'état consolidé de la situation financière des paiements de transfert à recevoir du gouvernement du Québec et dont il est prévu que lesdits paiements de transfert seront effectivement obtenus. Ces montants sont relatifs à différents programmes d'aide concernant la construction d'immobilisations et d'autres charges pour lesquels les travaux ont été réalisés ou les charges constatées, mais dont les transferts en vertu des programmes d'aide sont versés par le gouvernement de façon pluriannuelle. Cette méthode comptable constitue une dérogation à la norme qui prévoit la comptabilisation des paiements de transfert à titre de revenus pour le bénéficiaire lorsqu'ils sont autorisés par le gouvernement cédant à la suite de l'exercice de son pouvoir habilitant et que le bénéficiaire a satisfait aux critères d'admissibilité, sauf

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Les incidences de la comptabilisation actuelle sur les états financiers consolidés aux 31 décembre 2016 et 2015 sont les suivantes :

	Surévaluation/ (Sous-évaluation)	
	En milliers de dollars	
	<u>2016</u>	<u>2015</u>
État consolidé de la situation financière		
Débiteurs et Actifs financiers	(67 053)	(74 475)
Dette nette	67 053	74 475
Excédent accumulé	(67 053)	(74 475)
État consolidé des résultats		
Transferts et Revenus	6 076	(7 107)
Excédent de l'exercice	6 076	(7 107)
Excédent accumulé à la fin de l'exercice	(67 053)	(74 475)

Mise en service des immobilisations en cours et période d'amortissement

La direction ne transfère pas de façon systématique les immobilisations en cours dans leurs catégories respectives dès leur mise en service, ce qui retarde le calcul de la charge d'amortissement.

Cette méthode de comptabilisation constitue une dérogation à la norme comptable qui prévoit le transfert et le début de l'amortissement des immobilisations en cours dans leurs catégories respectives dès leur mise en service.

Nous n'avons pas été en mesure d'obtenir des éléments probants suffisants et appropriés au niveau de la charge d'amortissement, de l'amortissement cumulé, des immobilisations, de l'investissement net dans les immobilisations et les autres actifs et des redressements nécessaires aux années antérieures, le cas échéant.

Opinion avec réserves

À notre avis, à l'exception des incidences des problèmes décrits dans les paragraphes sur les fondements de l'opinion avec réserves, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Saguenay et des organismes qui sont sous contrôle au 31 décembre 2016, ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leur dette nette et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Saguenay inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages S8, S9, S11, S23-1, S23-2, S23-3 et S25, portent sur l'établissement de l'excédent

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

de l'exercice et la ventilation de l'excédent accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

De plus, sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons également l'attention sur le fait que les données prévisionnelles pour l'exercice 2017 présentées à la section III sont non auditées.

Autre point

Comptabilisation des paiements de transfert

Tel qu'indiqué à la note 3 des états financiers consolidés, l'application de certains aspects de la norme, notamment sur la notion d'autorisation et de comptabilisation des paiements de transfert, fait l'objet d'interprétations diverses au sein de la profession comptable.

Mallette, S.E.N.C.R.L.
Société de comptables professionnels agréés

CPA auditeur, CA, Permis de comptabilité publique No A106088
301-198 rue Racine Est, C.P. 8360, Chicoutimi Qc, G7H 5G7

DATE 2017-04-18

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

Aux membres du conseil,

J'ai effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la Ville de Saguenay et des organismes qui sont sous son contrôle, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2016, l'état consolidé des résultats, l'état consolidé de la variation de la dette nette et l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit assortie de réserves.

Fondements de l'opinion avec réserves

Paiements de transfert

La direction n'a pas comptabilisé à l'état consolidé de la situation financière des paiements de transfert à recevoir du gouvernement du Québec et dont il est prévu que lesdits paiements de transfert seront effectivement obtenus. Ces montants sont relatifs à différents programmes d'aide concernant la construction d'immobilisations et d'autres charges pour lesquels les travaux ont été réalisés ou les charges constatées, mais dont les transferts en vertu des programmes d'aide sont versés par le gouvernement de façon pluriannuelle. Cette méthode comptable constitue une dérogation à la norme qui prévoit la comptabilisation des paiements de transfert à titre de revenus pour le bénéficiaire lorsqu'ils sont autorisés par le gouvernement cédant à la suite de l'exercice de son pouvoir habilitant et que le bénéficiaire a satisfait aux critères d'admissibilité, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

passif. Les incidences de la comptabilisation actuelle sur les états financiers consolidés aux 31 décembre 2016 et 2015 sont les suivantes :

	Surévaluation/ (Sous-évaluation)	
	En milliers de dollars	
	<u>2016</u>	<u>2015</u>
État consolidé de la situation financière		
Débiteurs et Actifs financiers	(67 053)	(74 475)
Dette nette	67 053	74 475
Excédent accumulé	(67 053)	(74 475)
État consolidé des résultats		
Transferts et Revenus	6 076	(7 107)
Excédent de l'exercice	6 076	(7 107)
Excédent accumulé à la fin de l'exercice	(67 053)	(74 475)

Mise en service des immobilisations en cours et période d'amortissement

La direction ne transfère pas de façon systématique les immobilisations en cours dans leurs catégories respectives dès leur mise en service, ce qui retarde le calcul de la charge d'amortissement.

Cette méthode de comptabilisation constitue une dérogation à la norme comptable qui prévoit le transfert et le début de l'amortissement des immobilisations en cours dans leurs catégories respectives dès leur mise en service.

Je n'ai pas été en mesure d'obtenir des éléments probants suffisants et appropriés au niveau de la charge d'amortissement, de l'amortissement cumulé, des immobilisations, de l'investissement net dans les immobilisations et les autres actifs et des redressements nécessaires aux années antérieures, le cas échéant.

Opinion avec réserves

À mon avis, à l'exception des incidences des problèmes décrits dans les paragraphes sur les fondements de l'opinion avec réserves, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Saguenay et des organismes qui sont sous contrôle au 31 décembre 2016, ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leur dette nette et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier mon opinion, j'attire l'attention sur le fait que la Ville de Saguenay inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages S8, S9, S11, S23-1, S23-2, S23-3 et S25, portent sur l'établissement de l'excédent de l'exercice et la ventilation de l'excédent accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

net à long terme.

De plus, sans pour autant modifier mon opinion, j'attire également l'attention sur le fait que les données prévisionnelles pour l'exercice 2017 présentées à la section III sont non auditées.

Autre point

Comptabilisation des paiements de transfert

Une version révisée de la norme portant sur la comptabilisation des paiements de transfert est entrée en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1er avril 2012. Le fondement de mon opinion avec réserve exprimé ci-dessus découle de mon interprétation de cette norme.

La norme maintient le principe qu'un paiement de transfert doit être constaté à titre de revenu lorsqu'il est autorisé et que les critères d'admissibilité sont atteints. Elle précise cependant le critère d'autorisation pour le bénéficiaire en le mettant en lien avec l'autorisation du côté du cédant, d'où la divergence d'interprétation. Je considère que les représentants des gouvernements sont habilités à négocier et à conclure des ententes valides et que, par conséquent, l'autorisation d'un paiement de transfert survient lorsqu'un représentant habilité signe une entente et informe par écrit le bénéficiaire de sa décision d'effectuer un transfert. Ces faits établissent, selon moi, qu'il est prévu que lesdits paiements de transfert seront effectivement obtenus.

François Gagnon, CPA auditeur, CA
201 rue Racine Est, Chicoutimi Qc, G7H 5B8, C.P. 8060

DATE 2017-04-18

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		Réalisations 2015	Budget 2016	Réalisations 2016		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés	Total consolidé^{1}
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1	210 097 749	215 778 345	216 625 116		216 625 116
Compensations tenant lieu de taxes	2	20 632 646	20 644 700	20 750 838		20 750 838
Quotes-parts	3					11 089 000
Transferts	4	10 816 986	9 988 475	13 568 677		6 673 264
Services rendus	5	56 231 794	54 136 780	57 007 156		4 148 472
Imposition de droits	6	5 611 633	5 738 500	5 814 596		
Amendes et pénalités	7	4 567 475	4 100 000	4 599 895		
Revenus de placements de portefeuille	8					11 973
Autres revenus d'intérêts	9	2 277 883	1 681 000	2 300 096		26 891
Autres revenus	10	835 365	1 700 000	1 892 007		320 121
Effet net des opérations de restructuration	11					
	12	311 071 531	313 767 800	322 558 381		22 269 721
Investissement						
Taxes	13					
Quotes-parts	14					
Transferts	15	12 842 451	6 527 806	5 713 634		427 127
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	16	665 813	475 815	503 859		
Autres	17	624 498		1 072 640		
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	18					(3 582)
	19	14 132 762	7 003 621	7 290 133		423 545
	20	325 204 293	320 771 421	329 848 514		22 693 266
Charges						
Administration générale	21	30 408 030	33 324 600	31 558 316	1 119 577	
Sécurité publique	22	51 372 636	51 798 105	51 213 831	1 942 180	
Transport	23	41 713 757	42 522 642	45 561 195	14 764 105	21 526 880
Hygiène du milieu	24	32 738 892	34 132 171	33 088 758	12 528 336	
Santé et bien-être	25	1 604 355	1 728 500	2 165 943		
Aménagement, urbanisme et développement	26	25 126 242	22 217 977	26 797 074	1 105 749	1 317 942
Loisirs et culture	27	41 495 987	37 772 600	41 822 301	8 242 789	174 452
Réseau d'électricité	28	35 595 206	37 099 974	34 126 806	2 205 743	
Frais de financement	29	19 125 800	18 914 212	18 474 135		417 321
Effet net des opérations de restructuration	30					
Amortissement des immobilisations	31	40 418 818	39 140 836	41 908 479	(41 908 479)	
	32	319 599 723	318 651 617	326 716 838		23 436 595
Excédent (déficit) de l'exercice	33	5 604 570	2 119 804	3 131 676		(743 329)

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

		Réalizations 2015		Budget 2016		Réalizations 2016	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	5 604 570	2 119 804	3 131 676	(743 329)	2 388 347	
Moins: revenus d'investissement	2	(14 132 762)	(7 003 621)	(7 290 133)	(423 545)	(7 713 678)	
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(8 528 192)	(4 883 817)	(4 158 457)	(1 166 874)	(5 325 331)	
CONCILIATION À DES FINS FISCALES							
<i>Ajouter (déduire)</i>							
Immobilisations							
Amortissement	4	40 418 818	39 140 836	41 908 479	2 982 465	44 890 944	
Produit de cession	5	1 260 968	300 000	748 159	31 744	779 903	
(Gain) perte sur cession	6	53 005	(300 000)	(426 982)	(2 120)	(429 102)	
Réduction de valeur / Reclassement	7						
	8	41 732 791	39 140 836	42 229 656	3 012 089	45 241 745	
Propriétés destinées à la revente							
Coût des propriétés vendues	9						
Réduction de valeur / Reclassement	10						
	11						
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats							
Remboursement ou produit de cession	12	300 156		288 506	24 870	313 376	
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13						
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14	10 657		(648)		(648)	
	15	310 813		287 858	24 870	312 728	
Financement							
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	25 472 492	16 734 655	15 147 395		15 147 395	
Remboursement de la dette à long terme	17	(46 559 961)	(47 576 297)	(47 576 289)	(2 974 100)	(50 550 389)	
	18	(21 087 469)	(30 841 642)	(32 428 894)	(2 974 100)	(35 402 994)	
Affectations							
Activités d'investissement	19	(3 848 266)	(450 000)	(856 379)	(48 832)	(905 211)	
Excédent (déficit) accumulé							
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	2 606 395	1 500 000	2 195 277	1 360 000	3 555 277	
Excédent de fonctionnement affecté	21			2 000 000	(24 870)	1 975 130	
Réserves financières et fonds réservés	22	(3 517 255)	(694 520)	(1 084 997)	122 753	(962 244)	
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(4 015 419)	(3 770 857)	(3 750 490)	1 000	(3 749 490)	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24						
	25	(8 774 545)	(3 415 377)	(1 496 589)	1 410 051	(86 538)	
	26	12 181 590	4 883 817	8 592 031	1 472 910	10 064 941	
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	3 653 398		4 433 574	306 036	4 739 610	

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

	Réalizations 2015		Budget 2016		Réalizations 2016	
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	14 132 762	7 003 621	7 290 133	423 545	7 713 678
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations						
Acquisition						
Administration générale	2	(2 296 456)	(3 100 000)	(1 146 715)	()	(1 146 715)
Sécurité publique	3	(2 546 916)	(3 250 000)	(5 124 905)	()	(5 124 905)
Transport	4	(29 189 132)	(17 415 835)	(23 881 445)	(902 687)	(24 784 132)
Hygiène du milieu	5	(21 525 857)	(9 245 850)	(12 398 020)	()	(12 398 020)
Santé et bien-être	6	()	()	()	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	(2 664 856)	(3 325 000)	(2 217 116)	()	(2 217 116)
Loisirs et culture	8	(11 189 039)	(9 627 750)	(8 489 590)	()	(8 489 590)
Réseau d'électricité	9	(2 204 437)	(850 000)	(2 145 712)	()	(2 145 712)
	10	(71 616 693)	(46 814 435)	(55 403 503)	(902 687)	(56 306 190)
Propriétés destinées à la revente						
Acquisition	11	()	()	()	()	()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats						
Émission ou acquisition	12	(1 221 215)	()	(114 000)	(3 582)	(110 418)
Financement						
Financement à long terme des activités d'investissement	13	43 521 971	38 178 203	49 538 068		49 538 068
Affectations						
Activités de fonctionnement	14	3 848 266	450 000	856 379	48 832	905 211
Excédent accumulé						
Excédent de fonctionnement non affecté	15	100 000				
Excédent de fonctionnement affecté	16					
Réserves financières et fonds réservés	17	1 992 887	1 182 611	2 186 612		2 186 612
	18	5 941 153	1 632 611	3 042 991	48 832	3 091 823
	19	(23 374 784)	(7 003 621)	(2 936 444)	(850 273)	(3 786 717)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales						
	20	(9 242 022)		4 353 689	(426 728)	3 926 961

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE) PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

		Réalizations 2015		Budget 2016		Réalizations 2016		Total consolidé ¹
		Administration municipale		Administration municipale		Administration municipale	Organismes contrôlés	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	5 604 570		2 119 804		3 131 676	(743 329)	2 388 347
Variation des immobilisations								
Acquisition	2	(71 616 693 )	(	46 814 435 )	(	55 403 503)	(902 687)	(56 306 190)
Produit de cession	3	1 260 968		300 000		748 159	31 744	779 903
Amortissement	4	40 418 818		39 140 836		41 908 479	2 982 465	44 890 944
(Gain) perte sur cession	5	53 005		(300 000)		(426 982)	(2 120)	(429 102)
Réduction de valeur / Reclassement	6							
	7	(29 883 902)		(7 673 599)		(13 173 847)	2 109 402	(11 064 445)
Variation des propriétés destinées à la revente	8							
Variation des stocks de fournitures	9	(218 695)				(152 604)	(7 570)	(160 174)
Variation des autres actifs non financiers	10	5 909 188				119 079	(1 037 577)	(918 498)
	11	5 690 493				(33 525)	(1 045 147)	(1 078 672)
	12	(18 588 839)		(5 553 795)		(10 075 696)	320 926	(9 754 770)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	13							
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(18 588 839)		(5 553 795)		(10 075 696)	320 926	(9 754 770)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice								
Solde déjà établi	15	(458 000 838)				(476 589 677)	(14 739 534)	(491 329 211)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	16							
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17							
Solde redressé	18	(458 000 838)				(476 589 677)	(14 739 534)	(491 329 211)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	19	(476 589 677)				(486 665 373)	(14 418 608)	(501 083 981)

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2016

		2015		2016	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS					
Encaisse	1	2 578 343	5 801 944	1 282 396	7 084 340
Débiteurs (note 5)	2	59 312 044	54 533 038	3 693 967	58 227 005
Prêts (note 6)	3	1 753 197	1 579 339		1 579 339
Placements de portefeuille (note 7)	4	300 820	301 723	608 284	910 007
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats	5			1 076 820	1 076 820
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6				
Autres actifs financiers (note 9)	7				
	8	63 944 404	62 216 044	6 661 467	68 877 511
PASSIFS					
Découvert bancaire	9	1 772 471			
Emprunts temporaires (note 10)	10	15 000 000	8 000 000		8 000 000
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	58 679 379	60 078 581	3 421 461	63 500 042
Revenus reportés (note 12)	12	7 656 613	7 900 715	1 803 616	9 704 331
Dettes à long terme (note 13)	13	391 813 318	409 812 021	15 854 998	425 667 019
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	65 612 300	63 090 100		63 090 100
	15	540 534 081	548 881 417	21 080 075	569 961 492
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(476 589 677)	(486 665 373)	(14 418 608)	(501 083 981)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations (note 15)	17	1 083 974 002	1 097 147 849	31 481 601	1 128 629 450
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18				
Stocks de fournitures	19	3 442 697	3 595 301	849 100	4 444 401
Autres actifs non financiers (note 17)	20	898 761	779 682	1 093 857	1 873 539
	21	1 088 315 460	1 101 522 832	33 424 558	1 134 947 390
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	22	2 195 277	2 718 574	680 426	3 399 000
Excédent de fonctionnement affecté	23	2 500 000	2 215 000		2 215 000
Réserves financières et fonds réservés	24	5 783 142	4 949 891	139 378	5 089 269
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	25	(128 174 263)	(127 729 439)	(826 000)	(126 903 439)
Financement des investissements en cours	26	(23 118 674)	(19 033 349)	736 325	(18 297 024)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	27	752 540 301	751 736 782	16 623 821	768 360 603
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	28				
	29	611 725 783	614 857 459	19 005 950	633 863 409

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
FLUX DE TRÉSORERIE PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

	Réalizations 2015		Réalizations 2016		Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés		
Activités de fonctionnement					
Excédent (déficit) de l'exercice	1	5 604 570	3 131 676	(743 329)	2 388 347
Éléments sans effet sur la trésorerie					
Amortissement	2	40 418 818	41 908 479	2 982 465	44 890 944
Autres					
- (Gain) perte sur cession	3	53 005	(426 982)	(2 120)	(429 102)
- FLI et PPMC FLI	4	10 657	(648)		(648)
	5	46 087 050	44 612 525	2 237 016	46 849 541
Variation nette des éléments hors caisse					
Débiteurs	6	(6 862 696)	4 779 006	77 846	4 856 852
Autres actifs financiers	7				
Créditeurs et charges à payer	8	1 896 749	1 399 202	(283 994)	1 115 208
Revenus reportés	9	1 404 185	244 102	(298 215)	(54 113)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs					
Propriétés destinées à la revente	10	5 611 200	(2 522 200)		(2 522 200)
Stocks de fournitures	11				
Autres actifs non financiers	12	(218 695)	(152 604)	(7 570)	(160 174)
	13	5 909 188	119 079	(1 037 577)	(918 498)
	14	53 826 981	48 479 110	687 506	49 166 616
Activités d'investissement en immobilisations					
Acquisition	15 (	71 616 693 ) (	55 403 503 ) (	902 687 ) (	56 306 190)
Produit de cession	16	1 260 968	748 159	31 744	779 903
	17	(70 355 725)	(54 655 344)	(870 943)	(55 526 287)
Activités de placement					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats					
Émission ou acquisition	18 (	1 221 215 ) (	114 000 ) (	(3 582) ) (	110 418)
Remboursement ou cession	19	300 156	288 506	24 870	313 376
Autres placements de portefeuille					
Acquisition	20 () () () ()
Cession	21				
	22	(921 059)	174 506	28 452	202 958
Activités de financement (note 23)					
Émission de dettes à long terme	23	83 750 000	80 738 000		80 738 000
Remboursement de la dette à long terme	24 (	62 728 388 ) (	62 852 549 ) (	2 974 100 ) (	65 826 649)
Variation nette des emprunts temporaires	25	(9 000 000)	(7 000 000)		(7 000 000)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme					
Autres	26	(35 861)	113 252	40 999	154 251
- Transfert dette FLI du CLD	27	3 566 757			
-	28				
	29	15 552 508	10 998 703	(2 933 101)	8 065 602
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie					
	30	(1 897 295)	4 996 975	(3 088 086)	1 908 889
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice					
Solde déjà établi	31	2 928 987	1 031 692	4 978 766	6 010 458
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)					
Solde redressé	32				
	33	2 928 987	1 031 692	4 978 766	6 010 458
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)					
	34	1 031 692	6 028 667	1 890 680	7 919 347

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
CHARGES PAR OBJETS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		<u>Réalisations 2015</u>	<u>Budget 2016</u>	<u>Réalisations 2016</u>		
		<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Organismes contrôlés</u>	<u>Total consolidé¹</u>
Rémunération	1	93 759 770	98 041 693	97 891 854	9 063 188	106 955 042
Charges sociales	2	29 407 836	30 217 529	30 815 623	2 533 429	33 349 052
Biens et services	3	92 253 587	93 737 419	91 842 086	7 104 165	98 882 007
Frais de financement						
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge						
De l'organisme municipal	4	10 743 830	11 189 454	10 883 331	196 886	11 080 217
D'autres organismes municipaux	5					
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	1 255 203	1 182 058	1 224 513	218 212	1 442 725
D'autres tiers	7					
Autres frais de financement	8	7 126 767	6 542 700	6 366 291	2 223	6 368 514
Contributions à des organismes						
Organismes municipaux						
Quotes-parts	9					
Transferts	10					
Autres	11	10 817 000	11 089 000	11 089 000	1 266 420	
Autres organismes						
Transferts	12	29 669 066	26 527 928	30 980 874	69 607	30 929 860
Autres	13					
Amortissement des immobilisations	14	40 418 818	39 140 836	41 908 479	2 982 465	44 890 944
Autres						
- Réclamations de dommages	15	726 796	983 000	576 467		576 467
- PRVQ	16	2 968 127		1 755 677		1 755 677
- Autres	17	452 923		1 382 643		1 382 643
	18	319 599 723	318 651 617	326 716 838	23 436 595	337 613 148

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		Budget 2016	Réalizations	
			2016	2015
Revenus				
Taxes	1	215 778 345	216 625 116	210 097 749
Compensations tenant lieu de taxes	2	20 644 700	20 750 838	20 632 646
Quotes-parts	3			
Transferts	4	20 861 281	24 995 661	32 235 471
Services rendus	5	58 492 780	61 091 384	60 616 252
Imposition de droits	6	5 738 500	5 814 596	5 611 633
Amendes et pénalités	7	4 100 000	4 599 895	4 567 475
Revenus de placements de portefeuille	8		11 973	
Autres revenus d'intérêts	9	1 701 000	2 326 987	2 374 465
Autres revenus	10	5 255 815	3 788 627	2 603 431
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	11		(3 582)	23 660
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	332 572 421	340 001 495	338 762 782
Charges				
Administration générale	14	34 343 028	32 676 746	31 436 012
Sécurité publique	15	53 794 152	53 155 411	53 311 026
Transport	16	67 166 684	70 763 180	66 787 166
Hygiène du milieu	17	46 811 742	45 617 094	45 499 978
Santé et bien-être	18	1 730 842	2 165 943	1 606 696
Aménagement, urbanisme et développement	19	23 237 233	27 953 501	27 889 059
Loisirs et culture	20	44 493 634	50 057 268	48 643 776
Réseau d'électricité	21	39 088 090	36 332 549	37 804 662
Frais de financement	22	19 362 212	18 891 456	19 634 480
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	330 027 617	337 613 148	332 612 855
Excédent (déficit) de l'exercice	25	2 544 804	2 388 347	6 149 927
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		631 475 062	625 325 135
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	27			
Solde redressé	28		631 475 062	625 325 135
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		633 863 409	631 475 062

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S8.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		Budget	Réalizations	
		2016	2016	2015
Excédent (déficit) de l'exercice	1	2 544 804	2 388 347	6 149 927
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	66 970 435 ) (	56 306 190 ) (	75 671 010)
Produit de cession	3	300 000	779 903	1 275 827
Amortissement	4	42 240 836	44 890 944	43 403 062
(Gain) perte sur cession	5	(300 000)	(429 102)	38 865
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7	(24 729 599)	(11 064 445)	(30 953 256)
Variation des propriétés destinées à la revente	8			
Variation des stocks de fournitures	9		(160 174)	(163 082)
Variation des autres actifs non financiers	10		(918 498)	5 919 984
	11		(1 078 672)	5 756 902
	12	(22 184 795)	(9 754 770)	(19 046 427)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(22 184 795)	(9 754 770)	(19 046 427)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	15		(491 329 211)	(472 282 784)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	16			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17			
Solde redressé	18		(491 329 211)	(472 282 784)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	19		(501 083 981)	(491 329 211)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2016**

		2016	2015
ACTIFS FINANCIERS			
Encaisse	1	7 084 340	7 557 109
Débiteurs (note 5)	2	58 227 005	62 726 158
Prêts (note 6)	3	1 579 339	1 753 197
Placements de portefeuille (note 7)	4	910 007	325 690
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats	5	1 076 820	1 080 402
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	68 877 511	73 442 556
PASSIFS			
Découvert bancaire	9		1 772 471
Emprunts temporaires (note 10)	10	8 000 000	15 000 000
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	63 500 042	62 027 135
Revenus reportés (note 12)	12	9 704 331	9 758 444
Dette à long terme (note 13)	13	425 667 019	410 601 417
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	63 090 100	65 612 300
	15	569 961 492	564 771 767
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(501 083 981)	(491 329 211)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	17	1 128 629 450	1 117 565 005
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18		
Stocks de fournitures	19	4 444 401	4 284 227
Autres actifs non financiers (note 17)	20	1 873 539	955 041
	21	1 134 947 390	1 122 804 273
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	22	633 863 409	631 475 062

Obligations contractuelles (note 18)

Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		2016	2015
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	2 388 347	6 149 927
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	44 890 944	43 403 062
Autres			
- (Gain) perte sur cession	3	(429 102)	53 865
- FLI et PPMC FLI	4	(648)	(2 517 821)
	5	46 849 541	47 089 033
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	4 856 852	(5 541 269)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	1 115 208	767 104
Revenus reportés	9	(54 113)	1 804 206
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	(2 522 200)	5 611 200
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	(160 174)	(163 082)
Autres actifs non financiers	13	(918 498)	5 919 984
	14	49 166 616	55 487 176
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(56 306 190)	(75 671 010)
Produit de cession	16	779 903	1 275 827
	17	(55 526 287)	(74 395 183)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats			
Émission ou acquisition	18	(110 418)	(1 442 375)
Remboursement ou cession	19	313 376	505 042
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	()	()
Cession	21		
	22	202 958	(937 333)
Activités de financement (note 23)			
Émission de dettes à long terme	23	80 738 000	86 435 000
Remboursement de la dette à long terme	24	(65 826 649)	(65 754 596)
Variation nette des emprunts temporaires	25	(7 000 000)	(9 000 000)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	154 251	(26 775)
Autres			
-	27		3 566 757
-	28		
	29	8 065 602	15 220 386
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
	30	1 908 889	(4 624 954)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	6 010 458	10 635 412
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	32		
Solde redressé	33	6 010 458	10 635 412
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)			
	34	7 919 347	6 010 458

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Saguenay est un organisme municipal existant depuis le 18 février 2002 en vertu du décret 841-2001 du gouvernement du Québec, adopté en vertu de l'article 125,11 de la Loi sur l'organisation territoriale municipale (L.R.Q,c.0-9) et modifié par le décret 1474-2001.

La Ville est constituée des ex-municipalités suivantes: Chicoutimi, Jonquière, La Baie, Laterrière, Lac-Kénogami, Shipshaw et une partie de Canton Tremblay.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au Manuel de la présentation de l'information financière municipale publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organismes présenté aux pages S8 et S9, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S11, S23-1, S23-2 et S23-3 et l'endettement total net à long terme consolidé présenté à la page S25.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la municipalité excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariat

Les états financiers consolidés présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges de la Ville. Ils incluent aussi les actifs, les passifs, les revenus et les charges consolidés ligne par ligne, des organismes contrôlés faisant partie de son périmètre comptable. L'organisme contrôlé qui constitue une entreprise municipale en vertu des Normes comptables canadiennes pour le secteur public est présenté aux états financiers selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation. Le périmètre comptable de la Ville comprend les organismes périmunicipaux suivants :

	<u>Consolidation ligne par ligne</u>	<u>Valeur de consolidation</u>
Société de transport du Saguenay	*	
Centre local de développement de la Ville de Saguenay	*	
Fondation Timi inc.		*
Conseil des arts de Saguenay	*	

B) Comptabilité d'exercice

La Ville utilise la méthode de la comptabilité d'exercice selon laquelle les revenus et les charges sont reconnus au cours de l'exercice où ont lieu les faits ou les transactions.

Les revenus et charges sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants :

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

- Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception général et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles.
- Les paiements tenant lieu de taxes sont comptabilisés lorsqu'ils font l'objet d'une demande de paiement.
- Les taxes et paiements tenant lieu de taxes afférents aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisés lors de l'émission des certificats de l'évaluateur.
- Les revenus de transfert sont comptabilisés lorsqu'ils sont autorisés, que la Ville satisfait aux critères d'admissibilité et qu'il est possible de faire une estimation raisonnable des montants en cause.
- Les revenus de transfert reçus avant que les critères de constatation des revenus n'aient été atteints sont présentés à titre de revenus reportés tant que les critères ne sont pas atteints.
- Les revenus des services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance.
- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.
- Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions.
- Le produit de cession d'immobilisations est comptabilisé comme revenu à la date de l'acte de transfert.
- Les dons sont constatés dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

Estimations comptables

La préparation des états financiers de l'organisme municipal, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Celles-ci ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la provision pour pertes sur prêts, la durée d'utilité des immobilisations, les provisions à l'égard des salaires et charges sociales, du passif au titre des frais d'assainissement des sites contaminés, des contestations d'évaluation et des réclamations en justice et enfin les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et des obligations au titre des avantages sociaux futurs.

C) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de l'encaisse, du découvert bancaire et des placements temporaires.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

D) Passifs

S.O.

E) Actifs non financiers

.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement, le coût étant déterminé selon la méthode du coût moyen.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût comme une charge et présentées également à titre d'actif non financier à l'état de la situation financière à la valeur amortie.

La charge d'amortissement est reflétée au poste de l'investissement net dans les éléments d'actifs à long terme.

L'amortissement est calculé en fonction de la durée de vie utile des immobilisations selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux annuels suivants :

Infrastructures :	entre 10 et 40 ans
Bâtiments :	entre 15 et 40 ans
Améliorations locatives :	entre 5 et 10 ans
Véhicules :	entre 1 et 20 ans
Ameublement et équipement de bureau :	entre 1 et 10 ans
Machinerie, outillage et équipement divers :	entre 4 et 20 ans
Autres :	entre 1 et 30 ans

Pour ce qui est du réseau d'électricité, l'amortissement est calculé en fonction de la durée de vie utile selon la méthode de l'amortissement dégressif aux taux annuels suivants:

Centrales hydroélectriques :	solde décroissant 2,5%
Postes de transformation :	solde décroissant 3%
Réseau de distribution :	solde décroissant 6%
Transformateurs :	solde décroissant 10%

F) Revenus

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible.

La Ville respecte les dispositions de l'article 1.1 de la Loi concernant les subventions relatives au paiement en capital et intérêts des emprunts des organismes publics ou municipaux et certains autres transferts, entrée en vigueur le 14 juin 2013, énonçant que seule la partie de la subvention qui est exigible dans l'exercice et autorisée par le

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Parlement dans l'année financière du gouvernement doit être comptabilisée.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et charges à payer pour les cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour les cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la Ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Les régimes enregistrés d'épargne-retraite (REER) individuels, offerts par la Ville à certains de ses salariés, sont comptabilisés comme des régimes de retraite à cotisations déterminées.

Le régime de retraite à prestations déterminées interemployeurs, auquel participe la Ville sans en être le promoteur, est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance-vie offertes aux retraités.

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2013 et le service postérieur au 31 décembre 2012 pour le régime des cols bleus, des cols blancs et des cadres et entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour le régime des pompiers et des policiers pour se conformer à la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 («la loi»). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2013 et le service postérieur au 31 décembre 2012 pour le régime des cols bleus, des cols blancs et des cadres et entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour le régime des pompiers et des policiers pour se conformer à la loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode de la répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la Ville en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel,

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2016 selon la méthode de la valeur lissée 3 ans. Cependant, compte tenu de la création d'un fonds de stabilisation en date du 31 décembre 2012 dans le régime des cols bleus, des cols blancs et des cadres, nous avons évalué l'actif de ce régime à compter du 1er janvier 2013 et celui du régime des policiers et des pompiers à compter du 1er janvier 2014 selon la valeur marchande.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés, l'excédent pouvant faire l'objet d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

L'excédent de la charge de l'exercice sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés fait l'objet en contrepartie d'une dépense à taxer ou à pourvoir pour fins de taxation.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016****H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir**

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des Normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles la Ville a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des Normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles la Ville a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Mesures transitoires relatives au passage à la comptabilité d'exercice au 1er janvier 2000 :
 - pour les salaires et les avantages sociaux : sur une période maximale de 20 ans;
 - Avantages sociaux futurs :
 - pour le déficit constaté initialement au 1er janvier 2007 dans le cas des régimes non capitalisés et du régime d'assurance collective non capitalisé : ces déficits n'ont pas été amortis;
 - pour les coûts reliés aux services passés découlant de modifications de régime de retraite à prestations déterminées : sur la DMERCA des salariés participants touchés;
 - pour les excédents de la charge de fonctionnement sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés et du régime d'assurance collective : ces excédents ne sont pas amortis.
 - l'employeur s'est également prévalu de l'allègement consenti par le MAMOT selon lequel la portion d'intérêt ainsi que celle d'amortissement reliées aux pertes de 2008 jusqu'à concurrence d'un maximum de 10 % du maximum entre le passif et l'actif au 1er janvier 2013 pouvaient être affectées dans une dépense constatée à taxer ou à pourvoir. Les montants ainsi transférés à l'égard du régime à prestations déterminées capitalisé doivent être totalement amortis au 31 décembre 2022. La Ville a décidé d'amortir le solde du montant ainsi reporté au cours des prochains exercices de façon linéaire de 2014 à 2022. Un montant de 3 724 100 \$ a ainsi été amorti en 2016.
- Appariement fiscal pour les revenus de transfert :
 - pour la démarcation des intérêts et du capital : dans l'exercice subséquent;
 - pour le redressement de 2013, sans financement à long terme en attendant les transferts : au fur et à mesure de la constatation du revenu de transfert.
- Financement à long terme des activités de fonctionnement :
 - pour la dette à long terme en question : au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette;

I) Instruments financiers

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

J) Autres éléments

S.O.

3. Modification de méthodes comptables

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		2016	2015
4. Encaisse et placements affectés			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1	3 285 384	3 244 058
Placements de portefeuille	2	835 007	225 820
Note			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	3	8 914 977	8 815 565
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	4	5 936	2 027
Gouvernement du Québec et ses entreprises	5	17 167 831	17 240 045
Gouvernement du Canada et ses entreprises	6	20 989 424	24 518 791
Organismes municipaux	7	211 597	17 377
Autres			
- Réseau d'électricité	8	4 861 474	6 180 268
- Divers débiteurs	9	6 075 766	5 952 085
	10	58 227 005	62 726 158
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	8 423 463	9 023 295
Organismes municipaux	12		
Autres tiers	13		
	14	8 423 463	9 023 295
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	15	1 339 067	553 457
Note			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	16	842 795	842 795
Prêts à un fonds d'investissement	17		
Autres			
- Prêts - FLI	18	736 544	910 402
-	19		
	20	1 579 339	1 753 197
Provision pour moins-value déduite des prêts	21	269 570	276 175
Note			
7. Placements de portefeuille			
Placements à titre d'investissement	22	75 000	99 870
Autres placements	23	835 007	225 820
	24	910 007	325 690
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	25		
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

	2016	2015
8. Avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	26 (34 665 600)	(38 120 300)
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	27 (28 424 500)	(27 492 000)
	28 <u>(63 090 100)</u>	<u>(65 612 300)</u>
Charge de l'exercice		
Régimes à prestations déterminées capitalisés	29 19 927 900	20 809 500
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	30 1 542 400	1 236 800
Régimes à cotisations déterminées	31 640 346	650 278
Autres régimes (REER et autres)	32 69 396	41 515
Régimes de retraite des élus municipaux	33 237 497	238 541
	34 <u>22 417 539</u>	<u>22 976 634</u>

Se référer à la section « Autres renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

Impact de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (la «loi RRSM») - mise à jour au 31 décembre 2016

Le 5 décembre 2014, le gouvernement du Québec a sanctionné la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (RLRQ, c. 15) (ci-après la « Loi »). La Loi vise la restructuration des régimes de retraite et vient distinguer les modalités d'application relativement au service accumulé avant le 1er janvier 2014 (ci-après le « service antérieur ») et le service qui s'accumule à compter de cette date (ci-après le « service postérieur »). Une évaluation actuarielle au 31 décembre 2013 était requise par la Loi pour tous les régimes visés.

La Loi prévoit un processus avec période de négociations débutant le 1er février 2015 afin de déterminer la nature des changements à être apportés aux régimes. En l'absence d'entente, une décision sans appel doit être prise ultimement par un arbitre. Il est à noter que selon les conditions prévues à la Loi, certains régimes peuvent faire l'objet de report dans le processus, avec négociations à compter du 1er janvier 2016 (ci-après « régimes avec report »). Pour ces régimes avec report, une évaluation au 31 décembre 2014 était requise. Certains changements de la Loi s'appliquent dès le 1er janvier 2014, d'autres s'appliquent à la conclusion de l'entente entre les parties alors que d'autres éléments s'appliquent à la fin de la convention collective en vigueur pour les régimes avec report.

Des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité ont été déposées devant la Cour supérieure visant à faire annuler cette Loi. Puisque l'issue de ces démarches et l'ampleur des sommes en cause sont indéterminables, les incidences possibles de ces requêtes n'ont pas été prises en compte au 31 décembre 2016.

De son côté, la Ville a conclu des ententes pour ses deux régimes de retraite. L'effet sur les modalités de partage du service courant et du fonds de stabilisation a été appliqué conformément avec les dispositions de la Loi et les dispositions des ententes conclues. L'ajustement requis au niveau des cotisations à recevoir (financement) qui découlera des rapports d'évaluation actuarielle post restructuration au 31 décembre 2013 a été considéré. Ces ententes n'ont pas d'incidence rétroactive sur les résultats de l'exercice.

9. Autres actifs financiers

Propriétés destinées à la revente (note 16)	35
Autres	36
	37

Note**10. Emprunts temporaires**

La Ville dispose d'un emprunt bancaire, d'un montant autorisé de 100 000 000 \$, portant intérêt au taux préférentiel de la Caisse centrale Desjardins.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

11. Crédoiteurs et charges à payer

Fournisseurs	38	21 413 420	25 756 256
Salaires et avantages sociaux	39	15 617 609	10 366 427
Dépôts et retenues de garantie	40	5 447 781	6 020 128
Provision pour contestations d'évaluation	41	381 390	397 252
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	42		
Frais d'assainissement des sites contaminés	43	425 000	300 000
Autres			
- Organismes municipaux	44	182 845	174 191
- Intérêts courus	45	3 280 595	3 362 185
- Vacances courus et autres	46	16 751 402	15 650 696
-	47		
-	48		
	49	63 500 042	62 027 135

Note**12. Revenus reportés**

Taxes perçues d'avance	50		
Transferts	51	6 186 444	5 842 783
Fonds parcs et terrains de jeux	52	184 869	21 268
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	53	2 134 522	1 672 044
Société québécoise d'assainissement des eaux	54		
Fonds de développement des territoires	55		1 148 644
Autres			
- Fonds - Terres publiques intra	56	707 203	600 289
- Autres	57	491 293	473 416
-	58		
-	59		
	60	9 704 331	9 758 444

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

					2016	2015
13. Dette à long terme						
	Taux d'intérêt		Échéance			
	de	à	de	à		
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,10	5,00	2017	2036	61	389 414 600
Obligations et billets en monnaies étrangères					62	
Gains (pertes) de change reportés					63	
					64	
Autres dettes à long terme						
Gouvernement du Québec et ses entreprises	0,00	4,97	2017	2031	65	38 942 970
Organismes municipaux					66	41 025 519
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					67	
Autres					68	
					69	428 357 570
Frais reportés liés à la dette à long terme					70	(2 690 551) (2 844 802)
					71	425 667 019
						410 601 417

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2016			
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres				
2017	72	80	50 273 500	88	97	2 147 813	105	52 421 313
2018	73	81	40 096 700	89	98	2 091 824	106	42 188 524
2019	74	82	30 778 600	90	99	2 023 370	107	32 801 970
2020	75	83	21 246 000	91	100	4 931 313	108	26 177 313
2021	76	84	11 179 000	92	101	2 194 819	109	13 373 819
2022 et +	77	85	235 840 800	93	102	25 553 831	110	261 394 631
	78	86	389 414 600	94	103	38 942 970	111	428 357 570
Intérêts et frais accessoires				95	()		112	()
	79	87	389 414 600	96	104	38 942 970	113	428 357 570

Note

	2016	2015
14. Actifs financiers nets (dette nette)		
Revenant à (à la charge de)		
L'organisme municipal	114	(452 474 458)
Tiers		
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	115	(48 609 523) (43 903 647)
Autres	116	() ()
	117	(501 083 981)
		(491 329 211)

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	118	164 989 529	146	2 817 235	173		200	167 806 764
Eaux usées	119	261 809 131	147	2 751 545	174	(40 355)	201	264 601 031
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	120	399 166 429	148	13 323 509	175	9 686 339	202	402 803 599
Autres	121	169 181 935	149	6 110 584	176	(281 603)	203	175 574 122
Réseau d'électricité	122	73 673 893	150	691 146	177	91 748	204	74 273 291
Bâtiments	123	271 046 105	151	36 515 054	178	195 382	205	307 365 777
Améliorations locatives	124		152		179		206	
Véhicules	125	78 177 869	153	4 071 753	180	1 941 091	207	80 308 531
Ameublement et équipement de bureau	126	23 104 878	154	2 159 810	181	5 329 597	208	19 935 091
Machinerie, outillage et équipement divers	127	24 153 248	155	1 909 277	182	563 310	209	25 499 215
Terrains	128	41 748 019	156	85 586	183	139 112	210	41 694 493
Autres	129	846 892	157	135 759	184		211	982 651
	130	<u>1 507 897 928</u>	158	<u>70 571 258</u>	185	<u>17 624 621</u>	212	<u>1 560 844 565</u>
Immobilisations en cours	131	230 387 500	159	(14 265 068)	186		213	216 122 432
	132	<u>1 738 285 428</u>	160	<u>56 306 190</u>	187	<u>17 624 621</u>	214	<u>1 776 966 997</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	133	69 801 070	161	4 225 373	188		215	74 026 443
Eaux usées	134	107 465 284	162	6 615 028	189		216	114 080 312
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	135	162 810 753	163	10 412 190	190	9 273 839	217	163 949 104
Autres	136	72 671 212	164	5 140 319	191		218	77 811 531
Réseau d'électricité	137	18 381 269	165	1 822 220	192	48 164	219	20 155 325
Bâtiments	138	121 598 344	166	6 838 326	193	195 382	220	128 241 288
Améliorations locatives	139		167		194		221	
Véhicules	140	40 193 576	168	5 489 073	195	1 897 401	222	43 785 248
Ameublement et équipement de bureau	141	15 385 844	169	2 237 710	196	5 299 973	223	12 323 581
Machinerie, outillage et équipement divers	142	11 896 658	170	1 963 487	197	559 061	224	13 301 084
Autres	143	516 413	171	147 218	198		225	663 631
	144	<u>620 720 423</u>	172	<u>44 890 944</u>	199	<u>17 273 820</u>	226	<u>648 337 547</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	145	<u>1 117 565 005</u>					227	<u>1 128 629 450</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	228		231		233		235	
Amortissement cumulé	229	(_____)	232	(_____)	234	(_____)	236	(_____)
Valeur comptable nette	230	<u>_____</u>					237	<u>_____</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

	2016	2015
16. Propriétés destinées à la revente		
Immeubles de la réserve foncière	238	
Immeubles industriels municipaux	239	
Autres	240	
	241	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	242	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	243	
Note		
17. Autres actifs non financiers		
Frais payés d'avance		
- Assurances	244	234 802
- Droits d'utilisation	245	613 626
- S.A.A.Q. et dépôt sur autobus	246	1 025 111
Autres		
-	247	
-	248	
	249	1 873 539
		955 041
Note		

18. Obligations contractuelles

Office municipal d'habitation de Saguenay

Conformément aux dispositions de la Loi sur la Société d'habitation du Québec, la Ville de Saguenay est tenue de combler dix pour cent (10 %) du déficit annuel de l'Office municipal d'habitation de Saguenay.

La participation réelle de la Ville au déficit de l'Office municipal d'habitation n'étant pas encore connue, la charge a été établie en fonction du budget de l'Office entériné par la Société d'habitation du Québec.

Autres engagements

La Ville s'est engagée à long terme envers différents entrepreneurs et organismes dans le cours normal de ses activités. Ces ententes portent principalement sur le déneigement, les matières résiduelles, l'entretien, la location d'espaces et diverses aides aux organismes. Elles viennent à échéance à différentes dates jusqu'en 2021 et totalisent environ 33 124 753 \$.

Les paiements minimums exigibles au cours des cinq prochains exercices sont les suivants:

2017 : 14 620 210 \$

2018 : 7 577 923 \$

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

2019 : 6 069 504 \$
2020 : 4 339 318 \$
2021 : 517 798 \$

19. Éventualités

a) Cautionnement et garantie

Société Bélu inc. (rés.00-229, VS-CM-2015-119) :	47 200 \$
Promotion Saguenay inc. (rés. VS-CM-2008-121, VS-CM-2010-57, VS-CM-2010-58, VS-CM-2011-80, VS-CM-2011-208) :	13 305 000 \$
Ensemble folklorique des Farandoles de Chicoutimi inc. (rés.VS-CM-2015-187) :	22 283 \$
Corporation St-François de Jonquièrre inc. (VS-CM-2016-402) :	99 000 \$
Carrefour socio-culturel Au Vieux Théâtre (rés.VS-CM-2015-364) :	370 000 \$
Café théâtre côté-cour (rés.VS-CM-2017-21) :	10 000 \$
Festival des Rythmes du Monde (rés.VS-CM-2011-124) :	320 000 \$
Jonquièrre en Musique inc. (rés.VS-CM-2016-400) :	99 000 \$
Société de gestion de la zone portuaire de Chicoutimi (rés.VS-CM-2008-143, VS-CM-2015-334) :	7 566 000 \$
Groupe des écorceurs (rés.VS-CM-2007-436) :	99 000 \$
Coupe des nations Ville de Saguenay (rés. VS-CM-2016-179) :	50 000 \$
Fondation entrepreneurs sans frontières (rés. VS-CM-2008-145) :	185 000 \$
Contact nature Rivière-à-mars (rés. VS-CM-2016-178) :	95 000 \$
Corporation du Musée du Saguenay-Lac-St-Jean (rés. VS-CM-2016-399) :	50 000 \$
Club de ski de fond Le Norvégien (rés. VS-CM-2016-325) :	25 000 \$
Camping de Jonquièrre inc. (rés. VS-CM-2016-324) :	99 000 \$
Groupe photo média international (rés. VS-CM-2016-403) :	60 000 \$
Musée du Fjord (rés. VS-CM-2011-105) :	1 700 000 \$
Diffusion Saguenay (rés. VS-CM-2011-139, VS-CM-2014-68, VS-CM-2016-266) :	10 150 000 \$
Chambre de commerce du Saguenay (rés.VS-CM-2016-224) :	50 000 \$
École de danse Florence Fourcaudot (rés.VS-CM-2013-380) :	3 378 500 \$
Club de curling de Chicoutimi (rés. VS-CM-2014-27) :	375 000 \$
Centre multisport Nazaire-Girard (rés. VS-CM-2016-180) :	15 000 \$
Maison d'animation sociale et culturelle (rés.VS-CM-2016-401) :	30 000 \$
Sagym (VS-CM-2010-210) :	275 000 \$
Fondation de la pulperie de Chicoutimi (VS-CM-2016-225) :	508 275 \$

b) Auto-assurance

La Ville a créé à compter du 19 février 2003 par le règlement numéro VS-2003-2, une réserve financière sous le nom de "Réserve auto-assurance" afin de pourvoir aux capitaux nécessaires au fonctionnement d'un programme d'auto-assurance en matière de responsabilité civile.

Le fonds est à durée indéterminée.

Le montant projeté du fonds est de 5 000 000 \$.

Au 31 décembre 2016, le solde du fonds est de 898 027 \$.

c) Poursuites

Les conseillers juridiques externes confirment un montant approximatif de 5 666 318 \$ en réclamations de dommages et intérêts intentées contre la Ville à divers titres dont

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

certaines de ces montants sont couverts par les assurances. Ils ne sont présentement pas en mesure d'émettre une opinion sur l'issue de ces causes. Une provision raisonnable a été inscrite aux livres. Tout paiement, pouvant résulter du dénouement de ces éventualités, supérieur à la provision sera imputé aux résultats de l'exercice alors en cours.

d) Autres

Protection de l'environnement

Les opérations de la Ville sont régies par des lois gouvernementales concernant la protection de l'environnement. Les conséquences environnementales sont difficilement identifiables en ce qui concerne leurs résultantes, leurs échéances ou leurs impacts. Présentement, au meilleur de la connaissance de ses dirigeants, la Ville opère en conformité avec les lois et les règlements en vigueur. Tout paiement pouvant résulter de la restauration de sites sera comptabilisé aux résultats de l'exercice alors en cours.

Passif environnemental

La Ville comptabilise un passif au titre de l'assainissement des sites contaminés lorsqu'il existe une norme environnementale, que la contamination dépasse cette norme, que la Ville est directement responsable ou qu'elle accepte la responsabilité, qu'il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés et qu'il est possible de procéder à une estimation raisonnable des montants en cause.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

20. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

21. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation de la dette nette comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et du budget adopté par la Société de transport du Saguenay, après élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'administration municipale est également présentée dans les informations sectorielles.

22. Instruments financiers

S/O

		2016	2015
23. Trésorerie et équivalents de trésorerie			
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Encaisse	250	7 084 340	7 557 109
Découvert bancaire	251	()	(1 772 471)
<i>Ajouter</i>			
- Placements de portefeuille	252	835 007	225 820
-	253		
-	254		
-	255		
<i>Déduire</i>			
-	256	()	()
-	257	()	()
-	258	()	()
-	259	()	()
-	260	()	()
-	261	()	()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	262	7 919 347	6 010 458
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	263	14 591 400	15 496 400

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

24. Fonds local d'investissement

	2016	2015
RÉSULTATS		
Revenus		
Revenus sur les placements de portefeuille	264	2 844
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	265	52 866
Autres revenus	266	3 831
	267	59 541
Charges		
Créances douteuses		
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	268	(60)
Variation de la provision pour moins-value	269	10 657
	270	10 597
Autres charges	271	
	272	10 597
Excédent (déficit) de l'exercice	273	48 944

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs			
Encaisse	274	2 827 594	2 229 711
Placements de portefeuille	275		
Débiteurs	276	31 486	363 944
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	277	1 006 114	1 186 577
Provision pour moins-value	278	(269 570)	(276 175)
	279	736 544	910 402
	280	3 595 624	3 504 057
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	281		
Revenus reportés	282		
Dette à long terme	283	3 566 757	3 566 757
	284	3 566 757	3 566 757
Solde du Fonds local d'investissement	285	28 867	(62 700)

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	286	2 717 594	2 184 711
Supportant les engagements de prêts	287	110 000	45 000
Supportant les garanties de prêts	288		
	289	2 827 594	2 229 711

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Les prêts aux entreprises comportent différentes modalités de recouvrement, notamment des moratoires pouvant atteindre jusqu'à douze mois, une période maximale de remboursement de sept ans et des intérêts à des taux variant de 5 % à 11,5 %.

Note sur la dette à long terme

Emprunt, sans intérêts, remboursable selon les modalités suivantes :

- un premier versement le 1 juin 2020 égal au solde du prêt consenti et non encore investi par le fonds local d'investissement au 31 décembre 2019;

- à compter du 1er juin 2021, cinq versements annuels, chaque versement étant égal aux sommes reçues par la Ville durant la période de douze mois précédant le 31 décembre de chaque année, à titre de remboursement du capital investi par le fonds local d'investissement;

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

- un versement le 1er juin 2026 égal à l'évaluation du portefeuille de placements du fonds local d'investissement au 31 décembre 2025, jusqu'à concurrence du solde du prêt.

En vertu de ces modalités de remboursement, les montants correspondant aux pertes approuvées par le MEIE sur les prêts ne seront pas remboursables.

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

La Ville s'est engagée envers trois entreprises pour un montant totalisant 110 000 \$ au 31 décembre 2016.

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

Les autres revenus sont constitués des intérêts bancaires.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

25. Fonds local de solidarité**2016****2015****RÉSULTATS****Revenus**

Revenus sur les placements de portefeuille	290
Revenus sur les prêts aux entreprises	291
Autres revenus	292
	<hr/> 293 <hr/>

Charges

Créances douteuses	
Radiation de prêts	294
Variation de la provision pour moins-value	295
	<hr/> 296 <hr/>
Intérêts sur la dette à long terme	297
Autres charges	298
	<hr/> 299 <hr/>

Excédent (déficit) de l'exercice	300
---	------------

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**Actifs**

Encaisse	301		
Placements de portefeuille	302		
Débiteurs	303		
Prêts aux entreprises	304		
Provision pour moins-value	305	()
	<hr/> 306 <hr/>		
	307		

Passifs

Créditeurs et charges à payer	308
Revenus reportés	309
Dette à long terme	310
	<hr/> 311 <hr/>

Solde du Fonds local de solidarité

Excédent affecté aux prêts aux entreprises	312
Excédent (déficit) non affecté	313
	<hr/> 314 <hr/>

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	315
Supportant les engagements de prêts	316
	<hr/> 317 <hr/>

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2016

	2016	2015
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 3 399 000	1 999 568
Excédent de fonctionnement affecté	2 2 215 000	4 405 229
Réserves financières et fonds réservés	3 5 089 269	5 935 202
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (126 903 439 ) (	( 127 347 263)
Financement des investissements en cours	5 (18 297 024)	(21 845 550)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6 768 360 603	768 327 876
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7	8
	633 863 409	631 475 062
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté		
Administration municipale	9 2 718 574	2 195 277
Organismes contrôlés ¹	10 680 426	(195 709)
	11 3 399 000	1 999 568
Excédent de fonctionnement affecté		
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale		
- Énergie et déneigement	12 500 000	1 000 000
- Budget de fonctionnement 2017	13 1 715 000	1 500 000
-	14	
-	15	
-	16	
-	17	
-	18	
-	19	
-	20	
	21 2 215 000	2 500 000
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés		
- Fonds d'aide aux entreprises	22	1 905 229
-	23	
-	24	
	25 1 905 229	
	26 2 215 000	4 405 229
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières		
- Réserve auto - assurance	27 898 027	496 594
-	28	
-	29	
-	30	
-	31	
	32 898 027	496 594
Fonds réservés		
Fonds de roulement	33 319 709	1 072 637
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	34	
Organismes contrôlés	35 139 378	
Montant non réservé		
Administration municipale	36 268 363	734 671
Organismes contrôlés	37	
Fonds local d'investissement	38 2 859 080	2 593 655
Fonds local de solidarité	39	
Autres		
-Fonds de logement social	40 590 729	1 018 479
-Fonds Conseil des arts	41 13 983	19 166
	42 4 191 242	5 438 608
	43 5 089 269	5 935 202

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2016

	2016	2015
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	44 () ()	() ()
Régimes non capitalisés	45 (19 329 500) ()	(19 329 500) ()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	46 (22 345 000) ()	(26 069 100) ()
Autres	47 () ()	() ()
Régimes non capitalisés	48 (9 095 000) ()	(8 162 500) ()
<hr/>		
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	49 (50 769 500) ()	(53 561 100) ()
Frais d'assainissement des sites contaminés	50 () ()	() ()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	51 (3 336 639) ()	(4 201 904) ()
Autres	52 () ()	() ()
-	53 () ()	() ()
-	54 () ()	() ()
<hr/>		
	55 (54 106 139) ()	(57 763 004) ()
<hr/>		
Mesures d'allègement fiscal transitoires		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	56 (277 889) ()	(370 514) ()
Intérêts sur la dette à long terme	57 () ()	() ()
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	58 () ()	() ()
Utilisation du fonds de roulement	59 () ()	() ()
Mesure relative aux frais reportés	60 () ()	() ()
Autres	61 () ()	() ()
-	62 () ()	() ()
<hr/>		
	63 (277 889) ()	(370 514) ()
<hr/>		
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	64 (5 275 700) ()	(5 823 200) ()
Frais d'émission de la dette à long terme	65 () ()	() ()
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	66 (3 566 757) ()	(3 566 757) ()
Autres	67 () ()	() ()
- Autres financements	68 (64 675 775) ()	(61 677 462) ()
-	69 () ()	() ()
<hr/>		
	69 (73 518 232) ()	(71 067 419) ()
<hr/>		
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	70 262 277	943 272
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	71	
Prêts aux entrepreneurs dans le cadre du FLI et du FLS	72 736 544	910 402
Autres	73	
-	74 998 821	1 853 674
<hr/>		
	75 (126 903 439) ()	(127 347 263) ()
<hr/>		

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2016

		2016	2015
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	76	11 920 846	11 861 422
Investissements à financer	77 (	30 217 870 ) (	33 706 972)
	78	(18 297 024)	(21 845 550)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations	79	1 128 629 450	1 117 565 005
Propriétés destinées à la revente	80		
Prêts	81	1 579 339	1 753 197
Placements de portefeuille à titre d'investissement	82	75 000	99 870
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats	83	1 076 820	1 080 402
	84	1 131 360 609	1 120 498 474
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	85	425 667 019	410 601 417
Frais reportés liés à la dette à long terme	86	2 690 551	2 844 802
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	87 (	7 597 463 ) (	8 196 295)
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	88 (	59 241 431 ) (	53 989 728)
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	89 () ()
	90	361 518 676	351 260 196
Dette en cours de refinancement et autres éléments	91	1 481 330	910 402
	92	363 000 006	352 170 598
	93	768 360 603	768 327 876

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 <u> 2 </u>	2 <u> </u>	3 <u> </u>

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

La Ville de Saguenay offre à ses employés deux régimes de retraite enregistrés auprès de Retraite Québec : celui du groupe des cols bleus, des cols blancs et des cadres et celui des pompiers et des policiers. Ces régimes sont capitalisés et prévoient le versement de prestations calculées en fonction d'un nombre d'années de service reconnues et d'un pourcentage préétabli (2 %) de la rémunération admissible (salaire final moyen), entre autres. De plus, des prestations de raccordement sont prévues aux régimes.

Les ententes relatives à la restructuration des régimes de retraite suite à la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (Loi 15) sont signées. Ces régimes ont maintenant chacun deux volets: le service antérieur au 1er janvier 2013 (volet antérieur) et le service postérieur au 31 décembre 2012 (volet courant) pour le régime des cols bleus, des cols blancs et des cadres et le service antérieur au 1er janvier 2014 (volet antérieur) et le service postérieur au 31 décembre 2013 (volet courant) pour le régime des pompiers et des policiers, et ce, pour se conformer à la loi précitée.

Dans les deux régimes, les paramètres du volet courant sont les mêmes pour les groupes d'employés qui en font partis. Quant au volet antérieur, les paramètres diffèrent dans les deux régimes et d'un groupe à l'autre à l'intérieur d'un même régime. Certains changements s'appliquent dès le 1er janvier 2013 pour le régime des cols bleus, des cols blancs et des cadres et au 1er janvier 2014 pour le régime des pompiers et des policiers.

Les dernières évaluations actuarielles datent du 31 décembre 2013 pour les deux régimes. Ces dernières furent utilisées pour effectuer les restructurations. Les évaluations actuarielles post restructuration au 31 décembre 2013 exigées par la Loi 15 seront disponibles au cours de l'exercice 2017. Les évaluations actuarielles au 31 décembre 2016 seront également disponibles au cours de ce même exercice.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

	<u>2016</u>	<u>2015</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4 (38 120 300)	(33 098 600)
Charge de l'exercice	5 (19 927 900)	(20 809 500)
Cotisations versées par l'employeur	6 23 382 600	15 787 800
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 <u>(34 665 600)</u>	<u>(38 120 300)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 496 927 800	461 300 400
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 (576 963 900)	(544 153 800)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 (80 036 100)	(82 853 400)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 45 370 500	44 733 100
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 (34 665 600)	(38 120 300)
Provision pour moins-value	13 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 <u>(34 665 600)</u>	<u>(38 120 300)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15 <u>2</u>	<u>2</u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16 496 927 800	461 300 400
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 (576 963 900)	(544 153 800)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 (80 036 100)	(82 853 400)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 18 105 300	17 154 900
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20	(126 100)
	21 18 105 300	17 028 800
Cotisations salariales des employés	22 (8 895 800)	(8 522 300)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 ()	()
	24 9 209 500	8 506 500
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25 5 456 200	6 174 000
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26	126 100
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28	
Variation de la provision pour moins-value	29	
Autres	30	
-	31	
-	32	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 <u>14 665 700</u>	<u>14 806 600</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 31 792 500	30 591 500
Rendement espéré des actifs	34 (26 530 300)	(24 588 600)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 5 262 200	6 002 900
Charge de l'exercice	36 <u>19 927 900</u>	<u>20 809 500</u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

	2016	2015
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37 32 048 100	36 012 400
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38 (26 530 300)	(24 588 600)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39 5 517 800	11 423 800
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40 (11 611 400)	(166 300)
Prestations versées au cours de l'exercice	41 28 699 100	27 360 700
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42 495 227 300	460 377 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 9		
Pour la réserve de restructuration	44	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45 4 014 600	3 254 000
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46 16	16
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47 5,75 %	5,90 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48 5,90 %	5,90 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49 3,00 %	3,00 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50 2,50 %	2,50 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	51 %	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	52 %	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	53	
Autres hypothèses économiques		
-	54	
-	55	

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	56 2	57 1	58

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

RÉGIME D'APPOINT

Pour certains cadres, ce régime couvre la rente découlant de la différence entre la rente qui serait pourvue par le régime de base sans l'application des limites fiscales et la rente effectivement payable par le régime de base.

RENTES PAYABLES PAR LA VILLE

Ce programme est constitué des rentes payables directement par les fonds de la Ville à la suite du programme de départ assisté (PDA) de 2007.

RÉGIME D'ASSURANCE COLLECTIVE

Ce régime est éligible aux retraités à partir de 50 ans. Les garanties couvrent en partie l'assurance vie de base, l'assurance décès ou mutilation par accident, l'assurance-vie des

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

personnes à charge, l'assurance maladie et l'assurance soins dentaires.

	<u>2016</u>	<u>2015</u>
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	59 (27 492 000)	(26 902 500)
Charge de l'exercice	60 (1 542 400)	(1 236 800)
Prestations ou primes versées par l'employeur	61 609 900	647 300
Passif à la fin de l'exercice	62 (<u>28 424 500</u>)	(<u>27 492 000</u>)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	63 (27 998 100)	(25 409 400)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	64 (426 400)	(2 082 600)
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65 (<u>28 424 500</u>)	(<u>27 492 000</u>)

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

	2016	2015
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	66 728 000	674 400
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	67 147 700	(10 500)
	68 875 700	663 900
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	69 ()	()
	70 875 700	663 900
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	71 (332 500)	(357 000)
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	72 69 400	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	73	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	74	
Autres	75	
-	76	
-	77	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	77 612 600	306 900
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	78 929 800	929 900
Charge de l'exercice	79 1 542 400	1 236 800
Informations complémentaires		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	80 (1 393 100)	(336 500)
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	81 14	14
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	82 3,14 %	3,60 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	83 3,00 %	3,00 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	84 2,50 %	2,50 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	85 5,45 %	5,53 %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	86 4,00 %	4,00 %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	87 2033	2033
Autres hypothèses économiques	88	
-	89	

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 90 3

Description des régimes et autres renseignements

Les employés de la Société de transport du Saguenay participent à des régimes à cotisations déterminées qui prévoient le versement de prestations basées sur les cotisations salariales et patronales accumulées avec des intérêts en fonction du rendement de la caisse de retraite. La charge de la Société correspond aux cotisations qu'elle a dû verser en contrepartie des services rendus par les employés au cours de l'exercice. La Société n'a aucune obligation, relative aux régimes, autre que de verser sa cotisation annuelle. Actuellement, la cotisation annuelle des employés correspond à un montant variant de 4,5 % à 7 % de leur salaire et la Société doit verser un montant représentant 7 % à 10,5 % du salaire des employés.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

		<u>2016</u>	<u>2015</u>
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur	91	<u>640 346</u>	<u>650 278</u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 92 14

Description des régimes et autres renseignements

Ville de Saguenay offre à certains de ses salariés des REER individuels. Les cotisations de l'employeur pour ces régimes correspondent à 10 % du salaire des employés.

	<u>2016</u>	<u>2015</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 93	<u>69 396</u>	<u>41 515</u>

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM) 94 Oui
 95 Non

	<u>2016</u>	<u>2015</u>
Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice 96	<u>19</u>	<u>19</u>

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (L.R.Q., chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	<u>2016</u>	<u>2015</u>
Cotisations des élus au RREM 97	<u>48 105</u>	<u>48 571</u>
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM 98	162 113	163 685
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 99	<u>75 384</u>	<u>74 856</u>
100	<u>237 497</u>	<u>238 541</u>

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Note

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2016

Administration municipale

Dette à long terme	1	412 422 970
--------------------	---	-------------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	29 891 789
---------------------------------------	---	------------

Activités de fonctionnement à financer	3	15 658 328
--	---	------------

Dette en cours de refinancement	4	
---------------------------------	---	--

Autres		
--------	--	--

-	5	
---	---	--

-	6	
---	---	--

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme

Excédent accumulé	7	
-------------------	---	--

Débiteurs	8	7 597 463
-----------	---	-----------

Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	40 310 523
---	---	------------

Autres montants	10	10 105 095
-----------------	----	------------

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	3 016 281
--	----	-----------

Autres		
--------	--	--

- Autres revenus vs à financer	12	953 764
--------------------------------	----	---------

-	13	
---	----	--

Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	395 989 961
---	----	-------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés	15	6 073 275
--	----	-----------

Endettement net à long terme	16	402 063 236
------------------------------	----	-------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	17	
---------------------------------	----	--

Communauté métropolitaine	18	
---------------------------	----	--

Autres organismes	19	
-------------------	----	--

Endettement total net à long terme	20	402 063 236
------------------------------------	----	-------------

Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
---	----	--

Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	22	
--	----	--

	23	
--	----	--

Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	24	402 063 236
---	----	-------------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	25	35 949 186
---	----	------------

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 24 ci-dessus)	26	
---	----	--

RENSEIGNEMENTS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées		
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations	
TAXES	2016	2016	2016	2015	
SUR LA VALEUR FONCIÈRE					
Taxes générales					
Taxe foncière générale	1	185 582 395	186 059 930	186 059 930	181 727 835
Taxes spéciales					
Service de la dette	2				
Activités de fonctionnement	3				
Activités d'investissement	4				
Taxes de secteur					
Taxes spéciales					
Service de la dette	5	1 800	1 284	1 284	1 824
Activités de fonctionnement	6		22 654	22 654	5 640
Activités d'investissement	7				
Autres	8				
	9	185 584 195	186 083 868	186 083 868	181 735 299
SUR UNE AUTRE BASE					
Taxes, compensations et tarification					
Services municipaux					
Eau	10	11 062 000	11 131 628	11 131 628	10 095 662
Égout	11	9 213 000	9 371 877	9 371 877	8 749 179
Traitement des eaux usées	12				
Matières résiduelles	13	8 918 150	9 042 419	9 042 419	8 551 036
Autres					
-Centre - ville	14	35 000	38 700	38 700	35 768
-Zone Talbot	15	96 000	99 637	99 637	97 037
-	16				
Centres d'urgence 9-1-1	17	850 000	822 573	822 573	799 620
Service de la dette	18	20 000	34 414	34 414	34 148
Activités de fonctionnement	19				
Activités d'investissement	20				
	21	30 194 150	30 541 248	30 541 248	28 362 450
Taxes d'affaires					
Sur l'ensemble de la valeur locative	22				
Autres	23				
	24				
	25	30 194 150	30 541 248	30 541 248	28 362 450
	26	215 778 345	216 625 116	216 625 116	210 097 749

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	27	1 325 325	1 266 152	1 448 094
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	28	55 750	36 704	39 242
Taxes d'affaires	29			
Compensations pour les terres publiques	30	80 300	80 335	80 335
	31	1 461 375	1 383 191	1 567 671
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32	3 511 910	3 514 334	3 469 510
Cégeps et universités	33	3 046 600	3 079 824	3 088 271
Écoles primaires et secondaires	34	3 663 305	3 694 131	3 617 519
	35	10 221 815	10 288 289	10 175 300
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39			
	40	11 683 190	11 671 480	11 742 971
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	41	5 427 695	5 510 124	5 488 139
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	42	149 815	150 564	139 299
Taxes d'affaires	43			
	44	5 577 510	5 660 688	5 627 438
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	45			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	46			
	47			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48	3 200 000	3 201 523	3 075 725
Autres	49	184 000	217 147	186 512
	50	3 384 000	3 418 670	3 262 237
	51	20 644 700	20 750 838	20 632 646

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	52	79 246	79 246	98 503
Sécurité publique				
Police	53			
Sécurité incendie	54			
Sécurité civile	55	19 231	19 231	
Autres	56			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	57	781 420	780 911	1 051 837
Enlèvement de la neige	58			
Autres	59			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	60		2 152 745	2 426 330
Transport adapté	61		1 594 058	1 652 583
Transport scolaire	62			
Autres	63			
Transport aérien	64			
Transport par eau	65	1 148 675	1 145 259	1 130 659
Autres	66			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67	90 489	204 839	199 153
Réseau de distribution de l'eau potable	68	829 658	812 028	717 702
Traitement des eaux usées	69		9 019	9 055
Réseaux d'égout	70	229 383	236 783	205 385
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	71			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	72			
Tri et conditionnement	73			
Autres	74			
Autres	75			
Cours d'eau	76			
Protection de l'environnement	77			
Autres	78			
Santé et bien-être				
Logement social	79			
Sécurité du revenu	80			
Autres	81			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	82	40 000	40 000	
Rénovation urbaine	83	25 655	570 278	999 743
Promotion et développement économique	84			95 760
Autres	85		72 868	703 526
Loisirs et culture				
Activités récréatives	86	1 797 340	1 811 756	1 796 179
Activités culturelles				
Bibliothèques	87	596 760	598 493	389 736
Autres	88	690 695	817 709	827 636
Réseau d'électricité	89			
	90	6 190 075	7 198 420	12 303 787

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	91			
Sécurité publique				
Police	92			
Sécurité incendie	93			
Sécurité civile	94	500 000	261 403	261 403
Autres	95			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	96		428 345	428 345
Enlèvement de la neige	97			3 688 527
Autres	98			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	99		427 127	1 424 616
Transport adapté	100			
Transport scolaire	101			
Autres	102			
Transport aérien	103			
Transport par eau	104			
Autres	105			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106	2 128 901	1 347 259	525 133
Réseau de distribution de l'eau potable	107	1 064 453	2 723 281	6 499 841
Traitement des eaux usées	108		147 000	525 133
Réseaux d'égout	109	1 064 453	708 000	1 575 400
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	110			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	111			
Tri et conditionnement	112			
Autres	113			
Autres	114			
Cours d'eau	115			
Protection de l'environnement	116		4 388	4 388
Autres	117			
Santé et bien-être				
Logement social	118			
Sécurité du revenu	119			
Autres	120			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	121			
Rénovation urbaine	122			
Promotion et développement économique	123			
Autres	124			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	125	1 769 999	93 958	5 467
Activités culturelles				
Bibliothèques	126			
Autres	127			22 950
Réseau d'électricité	128			
	129	6 527 806	5 713 634	14 267 067

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2016	Réalizations 2016	Réalizations 2016	Réalizations 2015
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	130			
Péréquation	131			
Neutralité	132			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	133			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	134	2 100 000	2 487 873	2 126 402
Fonds de développement des territoires	135	998 400	3 163 867	20 616
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	136		2 805 840	2 765 308
Autres	137	700 000	718 517	752 291
	138	3 798 400	6 370 257	7 909 677
TOTAL DES TRANSFERTS	139	16 516 281	19 282 311	24 995 661

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité

	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	140			
Évaluation	141			
Autres	142			
	143			
Sécurité publique				
Police	144	187 000	169 133	169 133
Sécurité incendie	145			
Sécurité civile	146			
Autres	147			
	148	187 000	169 133	169 133
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	149			
Enlèvement de la neige	150			
Autres	151			
Transport collectif	152			
Autres	153			
	154			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155	5 600	5 680	5 618
Réseau de distribution de l'eau potable	156			
Traitement des eaux usées	157			
Réseaux d'égout	158			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	159	540 000	562 274	575 134
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	160	650 000	851 659	851 659
Tri et conditionnement	161			
Autres	162			
Autres	163			
Cours d'eau	164			
Protection de l'environnement	165			
Autres	166			
	167	1 195 600	1 419 613	1 419 613
Santé et bien-être				
Logement social	168			
Autres	169			
	170			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	171			
Rénovation urbaine	172			
Promotion et développement économique	173			
Autres	174			
	175			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	176			
Activités culturelles				
Bibliothèques	177			
Autres	178			
	179			
Réseau d'électricité	180			
	181	1 382 600	1 588 746	1 588 746
				1 331 085

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	182	705 450	1 392 562	1 185 946
Sécurité publique	183	895 000	1 515 622	1 704 825
Transport				
Réseau routier	184	326 600	498 313	392 358
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	185		3 400 395	3 670 732
Transport adapté	186		174 575	170 835
Transport scolaire	187			
Autres	188	618 800	520 099	1 025 814
Autres	189			
Hygiène du milieu	190	566 000	598 911	695 379
Santé et bien-être	191			
Aménagement, urbanisme et développement	192	427 000	397 955	444 067
Loisirs et culture	193	1 892 205	2 355 661	2 227 051
Réseau d'électricité	194	47 323 125	48 139 287	47 768 160
	195	52 754 180	55 418 410	59 285 167
TOTAL DES SERVICES RENDUS	196	54 136 780	57 007 156	60 616 252
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	197	830 000	758 778	874 418
Droits de mutation immobilière	198	4 150 000	4 297 385	3 976 199
Droits sur les carrières et sablières	199	750 000	750 000	750 000
Autres	200	8 500	8 433	11 016
	201	5 738 500	5 814 596	5 611 633
AMENDES ET PÉNALITÉS	202	4 100 000	4 599 895	4 567 475
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE	203		11 973	
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS	204	1 681 000	2 300 096	2 374 465
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	205	300 000	426 982	(38 865)
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	206			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	207			
Contributions des promoteurs	208	475 815	503 859	665 813
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	209			
Contributions des organismes municipaux	210			
Autres contributions	211		361 438	255 198
Autres	212	1 400 000	2 176 227	1 721 285
	213	2 175 815	3 468 506	2 603 431
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	214			

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	Administration municipale				Données consolidées		
	Budget 2016	Réalizations 2016			Réalizations 2016	Réalizations 2015	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total			
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	4 888 439	5 193 322	179 841	5 373 163	5 373 163	4 162 976
Grefe et application de la loi	2	3 292 964	3 708 418	83 323	3 791 741	3 791 741	3 664 651
Gestion financière et administrative	3	14 502 498	12 789 117	216 845	13 005 962	13 005 962	13 252 204
Évaluation	4	2 431 869	2 071 516	180 142	2 251 658	2 251 658	2 165 316
Gestion du personnel	5	3 734 275	3 517 141	83 925	3 601 066	3 601 066	3 501 158
Autres							
- Communication	6	1 785 348	1 922 038	375 501	2 297 539	2 296 639	2 029 787
- Autres	7	2 689 207	2 356 764		2 356 764	2 356 517	2 659 920
	8	33 324 600	31 558 316	1 119 577	32 677 893	32 676 746	31 436 012
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	34 315 175	34 456 789	1 088 237	35 545 026	35 544 426	35 614 033
Sécurité incendie	10	16 548 590	15 812 912	853 943	16 666 855	16 666 855	16 840 051
Sécurité civile	11		9 928		9 928	9 928	7 000
Autres	12	934 340	934 202		934 202	934 202	849 942
	13	51 798 105	51 213 831	1 942 180	53 156 011	53 155 411	53 311 026
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	8 304 505	8 837 255	12 529 441	21 366 696	21 366 696	19 675 987
Enlèvement de la neige	15	17 548 863	20 404 542	948 883	21 353 425	21 353 425	19 182 486
Éclairage des rues	16	2 355 780	2 249 274	24 853	2 274 127	2 274 127	2 266 444
Circulation et stationnement	17	2 201 741	2 135 071	271 980	2 407 051	2 407 051	2 249 612
Transport collectif							
Transport en commun	18	11 136 021	11 132 917	50 541	11 183 458	21 621 338	21 771 922
Transport aérien	19	228 005	155 732	106 715	262 447	262 447	216 068
Transport par eau	20	747 727	646 404	826 492	1 472 896	1 472 896	1 424 647
Autres	21			5 200	5 200	5 200	
	22	42 522 642	45 561 195	14 764 105	60 325 300	70 763 180	66 787 166

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité

	Administration municipale				Données consolidées		
	Budget 2016	Réalizations 2016			Réalizations 2016	Réalizations 2015	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total			
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	4 233 843	3 914 001	973 385	4 887 386	4 887 386	4 843 095
Réseau de distribution de l'eau potable	24	8 225 805	7 646 725	4 492 821	12 139 546	12 139 546	13 049 041
Traitement des eaux usées	25	4 031 612	3 661 981	2 780 077	6 442 058	6 442 058	6 884 576
Réseaux d'égout	26	2 817 106	2 745 946	3 472 381	6 218 327	6 218 327	6 079 296
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	3 571 210	2 790 490	54 192	2 844 682	2 844 682	3 362 417
Élimination	28	5 789 826	6 451 490	482 116	6 933 606	6 933 606	6 161 917
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29	1 682 140	1 777 558	61 183	1 838 741	1 838 741	1 952 777
Tri et conditionnement	30	1 535 776	1 695 039	186 553	1 881 592	1 881 592	917 882
Matières organiques							
Collecte et transport	31	405 000	445 728		445 728	445 728	397 634
Traitement	32	49 500	45 421		45 421	45 421	45 024
Matériaux secs	33	1 615 250	1 715 054	22 791	1 737 845	1 737 845	1 522 518
Autres	34						12 791
Plan de gestion							
Autres	36						
Cours d'eau							
Autres	37						35 389
Protection de l'environnement							
Autres	38	175 103	199 325	2 837	202 162	202 162	235 621
Autres	39						
	40	34 132 171	33 088 758	12 528 336	45 617 094	45 617 094	45 499 978
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Logement social	41	1 156 000	1 496 263		1 496 263	1 496 263	1 076 540
Sécurité du revenu	42						
Autres	43	572 500	669 680		669 680	669 680	530 156
	44	1 728 500	2 165 943		2 165 943	2 165 943	1 606 696
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	45	10 414 740	9 864 542	627 351	10 491 893	10 491 893	11 294 478
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	46		256 998		256 998	256 998	
Autres biens	47		1 623 679		1 623 679	1 623 679	3 268 127
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	48	11 803 237	15 051 855	170 935	15 222 790	15 273 468	13 012 298
Tourisme	49			307 463	307 463	307 463	314 156
Autres	50						
Autres	51						
	52	22 217 977	26 797 074	1 105 749	27 902 823	27 953 501	27 889 059

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2016	Réalizations 2016			Réalizations 2016	Réalizations 2015
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53	1 406 898	1 626 400	2 136 002	3 762 402	3 762 402	3 280 100
Patinoires intérieures et extérieures	54	7 687 555	8 041 381	1 552 608	9 593 989	9 593 989	9 129 753
Piscines, plages et ports de plaisance	55	1 709 588	2 085 990	94 659	2 180 649	2 180 649	1 694 292
Parcs et terrains de jeux	56	5 602 945	6 384 463	2 065 196	8 449 659	8 388 549	7 501 993
Parcs régionaux	57						
Expositions et foires	58	2 605 610	2 864 451	32 943	2 897 394	2 897 394	2 492 216
Autres	59	1 254 990	1 511 460	278 267	1 789 727	1 788 937	1 879 160
	60	20 267 586	22 514 145	6 159 675	28 673 820	28 611 920	25 977 514
Activités culturelles							
Centres communautaires	61	9 152 252	9 799 575	459 294	10 258 869	10 258 869	12 042 315
Bibliothèques	62	5 110 348	5 898 291	779 864	6 678 155	6 678 155	5 741 769
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63	1 335 333	1 403 346	579 523	1 982 869	1 982 869	2 601 774
Autres ressources du patrimoine	64	138 548	132 639	191 267	323 906	323 906	180 993
Autres	65	1 768 533	2 074 305	73 166	2 147 471	2 201 549	2 099 411
	66	17 505 014	19 308 156	2 083 114	21 391 270	21 445 348	22 666 262
	67	37 772 600	41 822 301	8 242 789	50 065 090	50 057 268	48 643 776
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	68	37 099 974	34 126 806	2 205 743	36 332 549	36 332 549	37 804 662
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dettes à long terme							
Intérêts	69	11 289 506	11 070 076		11 070 076	11 485 174	11 513 288
Autres frais	70	1 082 006	1 037 768		1 037 768	1 037 768	989 862
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	71	6 297 700	6 192 000		6 192 000	6 192 000	6 932 800
Autres	72	245 000	174 291		174 291	176 514	198 530
	73	18 914 212	18 474 135		18 474 135	18 891 456	19 634 480
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	74						
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS	75	39 140 836	41 908 479	(41 908 479)			

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	27
Taux global de taxation réel	28
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	32
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations consolidées	32
Analyse de la dette à long terme consolidée	33
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	34
Analyse de la rémunération non consolidée	35
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	35
Analyse du coût des services municipaux non consolidé	36
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	37
Rémunération des élus	37
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé non consolidé	38
Fonds de roulement non consolidé - Capital autorisé	39
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	40
Taux des taxes	41
Questionnaire	43

**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil,

J'ai effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2016 de la Ville de Saguenay (ci-après « la ville »). Ce taux a été établi par la direction de la ville sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1) (ci-après « les exigences légales »).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

J'estime que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Opinion

À mon avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2016 de la Ville a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier mon opinion, j'attire l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la Ville de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

François Gagnon, CPA auditeur, CA
201 rue Racine Est, Chicoutimi Qc, G7H 5B8, C.P. 8060

DATE 2017-04-18

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1	<u>217 071 770</u>
Ajouter		
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2	<u> </u>
Déduire		
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3	459 112
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4	
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5	
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6	
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7	3 404
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative		
Montant relatif aux taxes foncières	8	(15 862)
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	<u> </u>
	10	<u>446 654</u>
Revenus de taxes	11	<u>216 625 116</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables effective ¹ au 1 ^{er} janvier 2016 ²	1 <u>12 963 713 200</u>
Évaluation des immeubles imposables effective ¹ au 31 décembre 2016 ²	2 <u>13 041 072 900</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3 <u>13 002 393 050</u>

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4 <u>157 690 866</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5 <u>13 002 393 050</u>
Taux global de taxation réel de 2016	6 1 , 2 1 2 8 / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Évaluation des immeubles imposables effective au 1 ^{er} janvier 2016 ²	7 _____
Évaluation des immeubles imposables effective au 31 décembre 2016 ²	8 _____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9 _____

1. Compte tenu de l'ajustement pour l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM, pour les municipalités qui s'en prévalent.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	2 250 465	3 813 861	5 111 414
Usines de traitement de l'eau potable	2	3 456 925	5 567 929	12 617 356
Usines et bassins d'épuration	3	1 650 000	678 166	566 602
Conduites d'égout	4	1 788 460	912 171	950 880
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	14 849 835	19 409 406	20 586 262
Ponts, tunnels et viaducs	7		403 303	184 657
Systèmes d'éclairage des rues	8	66 000	94 201	38 168
Aires de stationnement	9	1 800 000	1 261 726	1 780 842
Parcs et terrains de jeux	10	4 737 750	4 481 108	4 042 028
Autres infrastructures	11	1 175 000	246 091	174 429
Réseau d'électricité	12	750 000	1 007 888	961 102
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	1 700 000	3 295 990	7 899 914
Édifices communautaires et récréatifs	14	4 890 000	4 023 580	3 672 374
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16		130 675	3 432 621
Autres	17	4 000 000	4 009 865	4 923 565
Ameublement et équipement de bureau	18	1 400 000	1 541 548	1 888 508
Machinerie, outillage et équipement divers	19	700 000	4 201 562	6 334 655
Terrains	20	1 600 000	406 458	477 843
Autres	21		48 650	27 790
	22	46 814 435	55 403 503	75 671 010

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	23		3 230 473	4 774 261
Usines de traitement de l'eau potable	24		5 567 929	12 617 356
Usines et bassins d'épuration	25		678 166	566 602
Conduites d'égout	26		850 917	950 880
Autres infrastructures	27		22 365 988	21 151 889
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	28		583 388	337 153
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31		61 254	
Autres infrastructures	32		3 529 847	5 654 497
Autres immobilisations	33		18 535 541	29 618 372
	34		55 403 503	75 671 010

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité		Solde au 1^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dettes à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	372 420 700	80 738 000	63 744 100	389 414 600
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3	41 025 519		2 082 549	38 942 970
Organismes municipaux	4				
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5				
Autres	6				
	7	413 446 219	80 738 000	65 826 649	428 357 570
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9				
Réserves financières et fonds réservés	10				
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12	6 245 814	414 400	1 741 064	4 919 150
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13	350 706 706	69 333 412	57 201 441	362 838 677
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15	356 952 520	69 747 812	58 942 505	367 757 827
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	9 023 295	744 786	1 344 618	8 423 463
Organismes municipaux	17				
Autres tiers	18				
	19	9 023 295	744 786	1 344 618	8 423 463
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	20				
	21	9 023 295	744 786	1 344 618	8 423 463
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec					
Prêts	22	43 903 647	10 245 402	5 539 526	48 609 523
Autres	23	910 402	114 000	287 858	736 544
	24	2 656 355	(114 000)	(287 858)	2 830 213
	25	56 493 699	10 990 188	6 884 144	60 599 743
	26	413 446 219	80 738 000	65 826 649	428 357 570
Dettes en cours de refinancement	27	()		()	
Reclassement / Redressement	28				
	29	413 446 219	80 738 000	65 826 649	428 357 570

Note

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
	2016	2016	2016	2015
Administration générale				
Greffe et application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3			
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5			
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9			
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12			
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20			
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité	24			
	25			

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	201,00	35,00	373 722,00	19 987 366	6 323 218	26 310 584
Professionnels	2	20,00	35,00	36 540,00	1 640 816	405 653	2 046 469
Cols blancs	3	381,00	35,00	712 128,00	22 815 204	7 009 484	29 824 688
Cols bleus	4	412,00	40,00	917 331,00	26 802 255	8 623 515	35 425 770
Policiers	5	192,00	39,00	442 104,00	19 721 498	5 993 531	25 715 029
Pompiers	6	117,00	42,00	278 307,00	9 015 057	2 880 957	11 896 014
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	1 323,00		2 760 132,00	99 982 196	31 236 358	131 218 554
Élus	9	20,00			1 149 362	379 513	1 528 875
	10	1 343,00			101 131 558	31 615 871	132 747 429

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12	204 839		1 347 259		1 552 098
Réseau de distribution de l'eau potable	13	812 028		2 723 281		3 535 309
Traitement des eaux usées	14	9 019		147 000		156 019
Réseaux d'égout	15	236 783		708 000		944 783
Autres	16	11 546 315	394 772	1 153 015		13 094 102
	17	12 808 984	394 772	6 078 555		19 282 311

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>		Charges avant amortissement		+	Amortissement des immobilisations		=	Charges		-	Services rendus		=	Coût des services municipaux	Frais de financement	
Administration générale																
Grefe et application de la loi	1	3 708 418	27		83 323	53		3 791 741	79		105	3 791 741	131	170 621		
Évaluation	2	2 071 516	28		180 142	54		2 251 658	80		106	2 251 658	132	141 359		
Autres	3	25 778 382	29		856 112	55		26 634 494	81		107	1 392 562	133	1 201 196		
	4	31 558 316	30		1 119 577	56		32 677 893	82		108	1 392 562	134	1 513 176		
Sécurité publique																
Police	5	34 456 789	31		1 088 237	57		35 545 026	83		109	1 566 251	135	1 779 946		
Sécurité incendie	6	15 812 912	32		853 943	58		16 666 855	84		110	118 504	136	1 009 339		
Sécurité civile	7	9 928	33			59		9 928	85		111	9 928	137			
Autres	8	934 202	34			60		934 202	86		112	934 202	138			
	9	51 213 831	35		1 942 180	61		53 156 011	87		113	1 684 755	139	2 789 285		
Transport																
Réseau routier																
Voirie municipale	10	8 837 255	36		12 529 441	62		21 366 696	88		114	377 778	140	2 458 169		
Enlèvement de la neige	11	20 404 542	37		948 883	63		21 353 425	89		115	120 535	141	1 629 949		
Autres	12	4 384 345	38		296 833	64		4 681 178	90		116	4 681 178	142	73 462		
Transport collectif	13	11 935 053	39		983 748	65		12 918 801	91		117	520 099	143	378 081		
Autres	14		40		5 200	66		5 200	92		118	5 200	144	39 832		
	15	45 561 195	41		14 764 105	67		60 325 300	93		119	1 018 412	145	4 579 493		
Hygiène du milieu																
Eau et égout																
Approvisionnement et traitement de l'eau potable																
Réseau de distribution de l'eau potable	16	3 914 001	42		973 385	68		4 887 386	94		120	5 680	146	299 833		
Traitement des eaux usées	17	7 646 725	43		4 492 821	69		12 139 546	95		121	484 389	147	701 608		
Réseaux d'égout	18	3 661 981	44		2 780 077	70		6 442 058	96		122	6 442 058	148	295 056		
Matières résiduelles	19	2 745 946	45		3 472 381	71		6 218 327	97		123	6 218 327	149	517 073		
Déchets domestiques et assimilés																
Matières recyclables	20	9 241 980	46		536 308	72		9 778 288	98		124	562 274	150	111 797		
Autres	21	5 678 800	47		270 527	73		5 949 327	99		125	966 181	151	168 800		
	22		48			74			100		126		152			
Cours d'eau	23		49			75			101		127		153	2 850		
Protection de l'environnement	24	199 325	50		2 837	76		202 162	102		128	202 162	154	28 502		
Autres	25		51			77			103		129		155			
	26	33 088 758	52		12 528 336	78		45 617 094	104		130	2 018 524	156	2 125 519		

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		+ Amortissement des immobilisations		= Charges		- Services rendus		= Coût des services municipaux		Frais de financement	
Santé et bien-être												
Logement social	157	1 496 263	172		187	1 496 263	202		217	1 496 263	232	
Sécurité du revenu	158		173		188		203		218		233	
Autres	159	669 680	174		189	669 680	204		219	669 680	234	
	160	2 165 943	175		190	2 165 943	205		220	2 165 943	235	
Aménagement, urbanisme et développement												
Aménagement, urbanisme et zonage	161	9 864 542	176	627 351	191	10 491 893	206	302 068	221	10 189 825	236	1 054 481
Rénovation urbaine	162	1 880 677	177		192	1 880 677	207	94 961	222	1 785 716	237	477 136
Promotion et développement économique	163	15 051 855	178	478 398	193	15 530 253	208	926	223	15 529 327	238	487 221
Autres	164		179		194		209		224		239	79 523
	165	26 797 074	180	1 105 749	195	27 902 823	210	397 955	225	27 504 868	240	2 098 361
Loisirs et culture												
Activités récréatives	166	22 514 145	181	6 159 675	196	28 673 820	211	2 273 725	226	26 400 095	241	2 008 207
Activités culturelles												
Bibliothèques	167	5 898 291	182	779 864	197	6 678 155	212	81 936	227	6 596 219	242	821 244
Autres	168	13 409 865	183	1 303 250	198	14 713 115	213		228	14 713 115	243	1 160 248
	169	41 822 301	184	8 242 789	199	50 065 090	214	2 355 661	229	47 709 429	244	3 989 699
Réseau d'électricité												
	170	34 126 806	185	2 205 743	200	36 332 549	215	48 139 287	230	(11 806 738)	245	1 378 602
	171	266 334 224	186	41 908 479	201	308 242 703	216	57 007 156	231	251 235 547	246	18 474 135

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité

		2016	2015
Rémunération	1	3 239 704	3 377 992
Charges sociales	2	800 248	838 854
Biens et services	3	51 363 551	67 399 847
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	55 403 503	71 616 693

**RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Maire	142 438	16 216
Conseillers	30 160	15 080
Vice-présidence du comité exécutif	15 701	1 136
Membres du comité exécutif	12 560	1 136
Présidence d'un conseil d'arrondissement	12 560	1 136
Présidence de commissions	3 136	1 136

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité

		2016	2015
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	2 195 277	2 706 395
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2		
Solde redressé au début de l'exercice	3	2 195 277	2 706 395
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	4 433 574	3 653 398
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5	(2 195 277)	(2 606 395)
Activités d'investissement	6		(100 000)
Excédent de fonctionnement affecté	7	(1 715 000)	(1 500 000)
Réserves financières et fonds réservés	8		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10		41 879
	11	523 297	(511 118)
Solde à la fin de l'exercice	12	2 718 574	2 195 277
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13	2 500 000	1 000 000
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14		
Solde redressé au début de l'exercice	15	2 500 000	1 000 000
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16	(2 000 000)	
Activités d'investissement	17		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	1 715 000	1 500 000
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21	(285 000)	1 500 000
Solde à la fin de l'exercice	22	2 215 000	2 500 000
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23	5 783 142	1 700 995
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24		1 986 975
Solde redressé au début de l'exercice	25	5 783 142	3 687 970
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	1 084 997	3 517 255
Activités d'investissement	27	(2 186 612)	(1 992 887)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28		
Financement des investissements en cours	29	268 364	570 804
	30	(833 251)	2 095 172
Solde à la fin de l'exercice	31	4 949 891	5 783 142

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité

	2016	2015
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Solde au début de l'exercice	32 (128 174 263)	(115 909 483)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33	(1 986 975)
Solde redressé au début de l'exercice	34 (128 174 263)	(117 896 458)
Affectations		
Activités de fonctionnement - Augmentation	35 (1 735 285)	(1 464 518)
Activités de fonctionnement - Diminution	36 5 485 775	5 479 937
Financement à long terme des activités de fonctionnement	37 (15 147 395)	(25 472 492)
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	38 11 841 729	11 179 268
Solde à la fin de l'exercice	39 (127 729 439)	(128 174 263)
Financement des investissements en cours		
Solde au début de l'exercice	40 (23 118 674)	(13 263 969)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	41	
Solde redressé au début de l'exercice	42 (23 118 674)	(13 263 969)
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	43 4 353 689	(9 242 022)
Virements		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	44	(41 879)
Excédent de fonctionnement affecté	45	
Réserves financières et fonds réservés	46 (268 364)	(570 804)
	47 4 085 325	(9 854 705)
Solde à la fin de l'exercice	48 (19 033 349)	(23 118 674)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Solde au début de l'exercice	49 752 540 301	729 887 275
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	50	
Solde redressé au début de l'exercice	51 752 540 301	729 887 275
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Affectations et virements		
Activités de fonctionnement	52	
Excédent de fonctionnement affecté	53	
Financement à long terme des activités d'investissement	54 (49 538 068)	(43 521 971)
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités d'investissement	55 35 560 702	36 291 095
Variation résiduelle de l'exercice	56 13 173 847	29 883 902
Solde à la fin de l'exercice	57 751 736 782	752 540 301

**FONDS DE ROULEMENT NON CONSOLIDÉ
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u>3 303 155</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>2</u>	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	
	5	<u>3 303 155</u>
Diminution	<u>6</u>	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>3 303 155</u>

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	2016		2015
	Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1	27 108 954	26 846 288
Générale et institutionnelle	2	11 329 115	11 219 344
Industrielle	3		
Autres	4	8 456 056	9 505 462
Autres revenus	5	1 129 000	1 286 709
	6	48 023 125	48 857 803
Charges			
Achat d'énergie	7	32 042 036	30 039 359
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9	6 757 938	5 997 169
Autres frais	10		
Frais de financement	11	1 381 270	1 378 602
Amortissement des immobilisations	12	1 988 116	2 205 743
	13	42 169 360	39 620 873
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	(1 700 000)	(1 909 722)
	15	40 469 360	37 711 151
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16	7 553 765	9 267 445
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17	1 988 116	2 205 743
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21	1 988 116	2 205 743
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	(1 816 363)	(1 816 363)
	24	(1 816 363)	(1 748 946)
Affectations			
Activités d'investissement	25	()	()
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32	171 753	389 380
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33	7 725 518	9 727 955

TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité**Taxes sur la valeur foncière****Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	□ , □□□□□ \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	□ , □□□□□ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	□ , □□□□□ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	□ , □□□□□ \$
Catégorie des immeubles industriels	5	□ , □□□□□ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	□ , □□□□□ \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	□ , □□□□□ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	□ , □□□□□ \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	□ , □□□□□ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	□ , □□□□□ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	□ , □□□□□ \$
Catégorie des immeubles industriels	12	□ , □□□□□ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	□ , □□□□□ \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	□ , □□□□□ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	□ , □□□□□ \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	□ , □□□□□ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	□ , □□□□□ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	□ , □□□□□ \$
Catégorie des immeubles industriels	19	□ , □□□□□ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	□ , □□□□□ \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	□ , □□□□□ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	□ , □□□□□ \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	□ , □□□□□ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	□ , □□□□□ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	□ , □□□□□ \$
Catégorie des immeubles industriels	26	□ , □□□□□ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	□ , □□□□□ \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	□ , □□□□□ \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité

Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels
(Montant fixe)

Par unité de logement

Eau	1	<input type="text" value="1"/> <input type="text" value="2"/> <input type="text" value="5"/> , <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/>	\$
Égout	2	<input type="text" value="1"/> <input type="text" value="2"/> <input type="text" value="5"/> , <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/>	\$
Eau et égout	3	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/>	\$
Traitement des eaux usées	4	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/>	\$
Matières résiduelles	5	<input type="text" value="1"/> <input type="text" value="2"/> <input type="text" value="5"/> , <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/>	\$

% de la valeur locative**Taxe d'affaires sur la valeur locative**6 , %**Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification**

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Taxe gén. résiduelles - Chicoutimi	,9860	1	
Taxe gén. 6 logements ou + - Chicoutimi	1,1187	1	
Taxe gén. non résidentiel - Chicoutimi	2,9952	1	
Taxe gén. industriels - Chicoutimi	3,8738	1	
Taxe gén. terrains vagues - Chicoutimi	1,7594	1	
Taxe gén. agricoles - Chicoutimi	,9860	1	
Taxe gén. résiduelles - Jonquière	,9825	1	
Taxe gén. 6 logements ou + - Jonquière	1,1153	1	
Taxe gén. non résidentiel - Jonquière	2,9999	1	
Taxe gén. industriels - Jonquière	3,8865	1	
Taxe gén. terrains vagues - Jonquière	1,7683	1	
Taxe gén. agricoles - Jonquière	,9825	1	
Taxe gén. résiduelles - La Baie	,9769	1	
Taxe gén. 6 logements ou + - La Baie	1,1096	1	
Taxe gén. non résidentiel - La Baie	3,0395	1	
Taxe gén. industriels - La Baie	3,8975	1	
Taxe gén. terrains vagues - La Baie	1,7571	1	
Taxe gén. agricoles - La Baie	,9769	1	
Taxe gén. résiduelles - Laterrière	,9806	1	
Taxe gén. 6 logements ou + - Laterrière	1,1133	1	
Taxe gén. non résidentiel - Laterrière	2,8283	1	
Taxe gén. industriels - Laterrière	3,4830	1	
Taxe gén. terrains vagues - Laterrière	1,7291	1	
Taxe gén. agricoles - Laterrière	,9806	1	
Taxe gén. résiduelles - Canton	,9752	1	
Taxe gén. 6 logements ou + - Canton	1,1079	1	
Taxe gén. non résidentiel - Canton	2,9844	1	
Taxe gén. industriels - Canton	3,7062	1	
Taxe gén. terrains vagues - Canton	1,7486	1	
Taxe gén. agricoles - Canton	,9752	1	

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Taxe gén. résiduelles - Lac Kénogami	,9505	1	
Taxe gén. 6 logements ou + -Lac Kénogami	1,1079	1	
Taxe gén. non résidentiel - Lac Kénogami	2,7965	1	
Taxe gén. industriels - Lac Kénogami	4,1974	1	
Taxe gén. terrains vagues - Lac Kénogami	1,7387	1	
Taxe gén. agricoles - Lac Kénogami	,9505	1	
Taxe gén. résiduelles - Shipshaw	,9934	1	
Taxe gén. 6 logements ou + - Shipshaw	1,1261	1	
Taxe gén. non résidentiel - Shipshaw	3,0025	1	
Taxe gén. industriels - Shipshaw	3,8811	1	
Taxe gén. terrains vagues - Shipshaw	1,7667	1	
Taxe gén. agricoles - Shipshaw	,9934	1	
Eau au compteur	,4200	7	par m3
Vidange des fosses septiques	65,0000	4	

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation

2 - du mètre carré

3 - du mètre linéaire

4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres

6 - % de la valeur locative

7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	
2. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2020 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7 <input checked="" type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2016	9	459 112 \$	
b) le solde estimatif au 31 décembre 2016 des engagements en vertu du règlement concerné	10	\$	
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11 <input checked="" type="checkbox"/>	12 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	13	\$	
b) autres formes d'aide	14	3 404 \$	
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2016 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 <input checked="" type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	17	749 545 \$	
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	20	\$	
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21	22 <input checked="" type="checkbox"/>	

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité	OUI	NON	S.O.
8. La municipalité applique-t-elle les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	23 <input checked="" type="checkbox"/>	24 <input type="checkbox"/>	25 <input type="checkbox"/>
9. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI) à titre de municipalité ayant des compétences de MRC?	26 <input checked="" type="checkbox"/>	27 <input type="checkbox"/>	
10. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS) à titre de municipalité ayant des compétences de MRC?	28 <input type="checkbox"/>	29 <input checked="" type="checkbox"/>	
11. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2018			
Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2016	30	263 977 820	
Facteur comparatif de 2016	31	1	
Valeur uniformisée	32	263 977 820	
12. Avez-vous reçu au cours de l'exercice ou êtes-vous en droit de recevoir pour cet exercice une subvention relative au <i>Programme d'aide à l'entretien du réseau routier local</i> (PAERRL) de la part du MTMDET?	33 <input type="checkbox"/>	34 <input checked="" type="checkbox"/>	
Montant de l'aide financière reçue	35	\$	
Total des frais encourus admissibles au PAERRL :			
a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)	36	\$	
b) Dépenses d'investissement	37	\$	
c) Total des frais encourus admissibles	38	\$	
d) Description des dépenses d'investissement :			
Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des routes locales de niveaux 1 et 2 :			
a) Numéro de la résolution	39	_____	
b) Date d'adoption de la résolution	40	_____	
Si le total des frais encourus admissibles à la ligne 38 n'atteint pas 90 % de l'aide financière reçue à la ligne 35, fournissez-en les justifications :			

Section III - Données prévisionnelles pour l'exercice 2017

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section III - Données prévisionnelles pour l'exercice 2017	
Revenus de taxes	46
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	47
Calcul de certains revenus de taxes	48
Taux des taxes	50
Taux global de taxation prévisionnel	51
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	54
Questionnaire	56

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

TAXES**SUR LA VALEUR FONCIÈRE**

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	190 832 525
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	8 180
Activités de fonctionnement	6	
Activités d'investissement	7	
Autres	8	
	9	190 840 705

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	12 115 700
Égout	11	10 472 600
Traitement des eaux usées	12	
Matières résiduelles	13	10 133 500
Autres		
- Centre - ville	14	35 000
- Zone Talbot	15	96 000
-	16	
Centres d'urgence 9-1-1	17	915 000
Service de la dette	18	20 940
Activités de fonctionnement	19	
Activités d'investissement	20	
	21	33 788 740
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	22	
Autres	23	
	24	
	25	33 788 740
	26	224 629 445

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	1 272 000
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	37 100
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	80 300
	5	1 389 400

Immeubles des réseaux

Santé et services sociaux	6	3 512 280
Cégeps et universités	7	3 079 070
Écoles primaires et secondaires	8	3 697 940
	9	10 289 290

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	11 678 690

GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	15	5 636 000
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	168 630
Taxes d'affaires	17	
	18	5 804 630

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	3 300 500
Autres	23	187 500
	24	3 488 000
	25	20 971 320

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxe foncière générale (taux unique)	1	X 2	/100\$ 3				
Taxe foncière générale (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4	X 5	/100\$ 6				
Immeubles de 6 logements ou plus	7	X 8	/100\$ 9				
Immeubles non résidentiels	10	X 11	/100\$ 12				
Immeubles industriels	13	X 14	/100\$ 15				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16	X 17	/100\$ 18				
Autres	19	X 20	/100\$ 21				
Immeubles agricoles	22	X 23	/100\$ 24				
Total			25	26 ( .....	) 27 ( .....	) 28 190 832 525	29 190 832 525
Taxes spéciales							
Service de la dette (taux unique)	30	X 31	/100\$ 32				
Service de la dette (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	X 34	/100\$ 35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36	X 37	/100\$ 38				
Immeubles non résidentiels	39	X 40	/100\$ 41				
Immeubles industriels	42	X 43	/100\$ 44				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45	X 46	/100\$ 47				
Autres	48	X 49	/100\$ 50				
Immeubles agricoles	51	X 52	/100\$ 53				
Total			54	55 ( .....	) 56 ( .....	) 57	58

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	<u>Assiette d'application imposable</u>	<u>Taux adopté</u>	<u>Revenus bruts</u>	<u>Crédits/ Dégrèvements</u>	<u>Dotation à la provision</u>	<u>Autres ajustements</u>	<u>Revenus nets</u>
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxes spéciales							
Activités de fonctionnement (taux unique)	1	X 2	/100\$ 3				
Activités de fonctionnement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4	X 5	/100\$ 6				
Immeubles de 6 logements ou plus	7	X 8	/100\$ 9				
Immeubles non résidentiels	10	X 11	/100\$ 12				
Immeubles industriels	13	X 14	/100\$ 15				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16	X 17	/100\$ 18				
Autres	19	X 20	/100\$ 21				
Immeubles agricoles	22	X 23	/100\$ 24				
Total			25	26 (.....) 27 (.....) 28	29
Taxes spéciales							
Activités d'investissement (taux unique)	30	X 31	/100\$ 32				
Activités d'investissement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	X 34	/100\$ 35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36	X 37	/100\$ 38				
Immeubles non résidentiels	39	X 40	/100\$ 41				
Immeubles industriels	42	X 43	/100\$ 44				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45	X 46	/100\$ 47				
Autres	48	X 49	/100\$ 50				
Immeubles agricoles	51	X 52	/100\$ 53				
Total			54	55 (.....) 56 (.....) 57	58
	<u>Valeur locative imposable</u>						
Taxe d'affaires sur la valeur locative	59	X 60	% 61	62 (.....) 63 (.....) 64	65

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels
(montant fixe)

Par unité de logement

Eau	1	1 | 4 | 0 | , | 0 | 0 | \$
Égout	2	1 | 4 | 0 | , | 0 | 0 | \$
Eau et égout	3	| | | , | | | \$
Traitement des eaux usées	4	| | | , | | | \$
Matières résiduelles	5	1 | 4 | 0 | , | 0 | 0 | \$

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Taxe gén. résiduelles - Chicoutimi	1,0083	1	
Taxe gén. 6 logements ou + - Chicoutimi	1,1521	1	
Taxe gén. non résidentiel - Chicoutimi	3,0570	1	
Taxe gén. industriels - Chicoutimi	3,9567	1	
Taxe gén. terrains vagues - Chicoutimi	1,7983	1	
Taxe gén. agricoles - Chicoutimi	1,0083	1	
Taxe gén. résiduelles - Jonquière	1,0029	1	
Taxe gén. 6 logements ou + - Jonquière	1,1467	1	
Taxe gén. non résidentiel - Jonquière	3,0517	1	
Taxe gén. industriels - Jonquière	3,9574	1	
Taxe gén. terrains vagues - Jonquière	1,7929	1	
Taxe gén. agricoles - Jonquière	1,0029	1	
Taxe gén. résiduelles - La Baie	0,9999	1	
Taxe gén. 6 logements ou + - La Baie	1,1437	1	
Taxe gén. non résidentiel - La Baie	3,0871	1	
Taxe gén. industriels - La Baie	3,9661	1	
Taxe gén. terrains vagues - La Baie	1,7898	1	
Taxe gén. agricoles - La Baie	0,9999	1	
Taxe gén. résiduelles - Laterrière	1,0038	1	
Taxe gén. 6 logements ou + - Laterrière	1,1477	1	
Taxe gén. non résidentiel - Laterrière	2,9612	1	
Taxe gén. industriels - Laterrière	3,6369	1	
Taxe gén. terrains vagues - Laterrière	1,7938	1	
Taxe gén. agricoles - Laterrière	1,0038	1	
Taxe gén. résiduelles - Canton	0,9985	1	
Taxe gén. 6 logements ou + - Canton	1,1424	1	
Taxe gén. non résidentiel - Canton	3,0473	1	
Taxe gén. industriels - Canton	3,8601	1	
Taxe gén. terrains vagues - Canton	1,7885	1	

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Taxe gén. agricoles - Canton	0,9985	1	
Taxe gén. résiduelles - Lac Kénogami	0,9985	1	
Taxe gén. 6 logements ou + -Lac Kénogami	1,1424	1	
Taxe gén. non résidentiel - Lac Kénogami	2,9295	1	
Taxe gén. industriels - Lac Kénogami	3,9469	1	
Taxe gén. terrains vagues - Lac Kénogami	1,7885	1	
Taxe gén. agricoles - Lac Kénogami	0,9985	1	
Taxe gén. résiduelles - Shipshaw	1,0159	1	
Taxe gén. 6 logements ou + - Shipshaw	1,1597	1	
Taxe gén. non résidentiel - Shipshaw	3,0646	1	
Taxe gén. industriels - Shipshaw	3,9643	1	
Taxe gén. terrains vagues - Shipshaw	1,8059	1	
Taxe gén. agricoles - Shipshaw	1,0159	1	
Eau au compteur	0,4600	7	par m3
Vidange des fosses septiques	70,0000	4	

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
 2 - du mètre carré
 3 - du mètre linéaire
 4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
 6 - % de la valeur locative
 7 - autres (préciser)

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes		1	224 629 445
Ajouter			
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière		2	3 206 198
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales		3	_____
Total partiel		4	<u>227 835 643</u>
Déduire			
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)			
Taxes d'affaires	5		_____
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6		_____
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7		57 928 141
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8		915 000
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	10	<u>58 843 141</u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel		11	<u>168 992 502</u>

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation
prévisionnel 1 168 992 502

Évaluation des immeubles imposables ayant servi à établir les
revenus de la taxe foncière générale 2 13 094 400 000

Taux global de taxation prévisionnel de 2017

(ligne 1 ÷ ligne 2) x 100 \$

3

		1
--	--	---

 ,

2	9	0	6
---	---	---	---

 /100 \$

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	<u>Terrains vagues desservis</u> Immeubles non résidentiels	Autres	6 logements ou plus	Immeubles agricoles
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1	46 117 450	36 162 600		1 728 200	7 937 350	957 200
De secteur	2						
Autres	3						
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4						
Autres	5	1 747 675	1 322 735			5 006 120	28 615
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8	47 865 125	37 485 335		1 728 200	12 943 470	985 815

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017

		Résidentielles	Résiduelle Agriculture Résidences	Autres	Total
Taxes sur la valeur foncière					
Générales	9	97 929 725			190 832 525
De secteur	10	8 180			8 180
Autres	11				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification					
Service de la dette	12	20 940			20 940
Autres	13	24 747 655			32 852 800
Taxes d'affaires					
Sur la valeur locative	14				
Autres	15				
	16	122 706 500			223 714 445

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	OUI	NON	S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2017, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
- Pour la taxe foncière générale	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	5 <input type="checkbox"/>
b) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
- Pour le rôle d'évaluation foncière	6 <input type="checkbox"/>	7 <input checked="" type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>
- Pour le rôle de la valeur locative	9 <input type="checkbox"/>	10 <input checked="" type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2017, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	12 <input type="checkbox"/>	13 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2017 pour des exploitations agricoles enregistrées?	14 <input checked="" type="checkbox"/>	15 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	16	700 000 \$	
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	17	255 733 767 \$	
5. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	18	332 900 569 \$	
6. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	19	48 662 385 \$	
7. Frais de financement - Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	20	12 212 290 \$	
8. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	21	1 715 000 \$	

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 201, rue Racine Est, C.P. 8060
(no) (rue)
Chicoutimi (Québec) G7H 5B8
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (418) 698-3000 5302
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 541-5961
(ind. rég.) (numéro)

Courriel greffe@ville.saguenay.qc.ca

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Christine Tremblay, CPA, CA

Téléphone (418) 698-3030 2104
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 698-3049
(ind. rég.) (numéro)

Courriel christine.tremblay@ville.saguenay.qc.ca

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Mallette, SENCRL

Titre CPA auditeur, CA

Adresse 198, rue Racine Est, bureau 301, CP 8360
(no) (rue)
Chicoutimi (Québec) G7H 5G7
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (418) 639-8888
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 693-9087
(ind. rég.) (numéro)

Courriel paul.gilbert@mallette.ca

Responsable du dossier Paul Gilbert, CPA auditeur, CA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom Francois Gagnon, CPA auditeur, CA

Titre Vérificateur général

Adresse 201, rue Racine Est, C.P. 8060
(no) (rue)
Chicoutimi (Québec) G7H 5B8
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (418) 698-3002 6250
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 698-3004
(ind. rég.) (numéro)

Courriel francois.gagnon@ville.saguenay.qc.ca

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Christine Tremblay, CPA, CA , atteste que le rapport financier consolidé de Saguenay pour l'exercice terminé le 31 décembre 2016, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2017-05-01 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, et que les copies originales signées de ces rapports et de mon attestation sont détenues par Saguenay .

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Saguenay consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Saguenay détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton «Attester», je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 25 est de 2 388 347 \$.

Le taux global de taxation réel de 2016 à la page S34 ligne 6 est de 1,2128 \$.

Date et heure de la dernière modification : 2017-04-19 08:59:07

Date de transmission au Ministère :